

### AGRICULTURE STRATÉGIQUE

# Vers la création de mégapoles au Sud

*Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Youcef Cherfa, a présenté la nouvelle stratégie du gouvernement pour booster davantage le secteur agriculture en Algérie. Ce dernier a enregistré, ces quatre dernières années, des résultats encourageants, avec une contribution de 14,7% au PIB (4550 milliards de DA) et la couverture de 75% des besoins nationaux en produits agricoles. Quant aux régions du Sud, elles représentent 7% des superficies agricoles. P 3*



### SONELGAZ

## Ouverture des plis du projet "Solar 1000 MW"

Le Groupe Sonelgaz a procédé, lundi à Alger, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre national et international lancé pour la production de 1000 MW d'énergie photovoltaïque « Solar1000 MW ». Quelques 139 entreprises ont retiré le cahier de charges pour ce projet, dont 36 algériennes, 103 étrangères de 26 nationalités et une entreprise mixte. Le projet porte sur la réalisation de cinq stations dans cinq wilayas d'une capacité allant de 50 à 300 MW, outre la réalisation du réseau de transport reliant chacune de ces stations au réseau national d'électricité.

P 2

### AQUACULTURE D'EAU DOUCE

## Augmenter la production à 15 000 tonne d'ici 2025



Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques ambitionne d'augmenter la production nationale en Aquaculture d'eau douce à 3000 tonnes durant l'année 2024 avant d'atteindre les 15 000 tonnes en 2025. L'annonce a été faite par le ministre Ahmed Badani, hier à Alger, à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur «L'aquaculture d'eau douce», organisée par la Chambre nationale de pêche et d'aquaculture.

P 5

### SYSTÈME D'INFORMATION JIBAYATIC

## Pour une administration fiscale plus efficace

Le système d'information fiscale Jibayatic permettra de gérer toutes les opérations fiscales d'une manière instantanée grâce à une base de données unifiée en plus du suivi de toutes les activités en rapport avec le fisc, a souligné à Sétif la directrice centrale à la direction générale des impôts (DGI), Souhila Souilamas lors du lancement officiel de ce système au centre des impôts d'El-Eulma.

P 4

APN

**Séance plénière  
mardi consacrée au  
vote du PLF 2024 P2**

PRODUCTION DE SEMENCES DE BLÉ

**Création d'un «pôle  
d'excellence» par  
Sonatrach P3**

SALON NATIONAL DE L'INNOVATION

**La 13<sup>e</sup> édition à partir  
de mercredi prochain P5**

APN

Séance plénière  
mardi consacrée  
au vote du PLF  
2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mardi, une séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a indiqué lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.  
"L'APN reprendra, mardi à 09h00, ses travaux en séance plénière qui sera consacrée au vote du PLF 2024", précise le communiqué.

ACCIDENTS DE LA  
ROUTE

6 décès et 144  
blessés durant  
ces dernières 24  
heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 144 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation, survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, selon un bilan rendu public lundi par les services de la Protection civile. La même source précise que les unités de la Protection civile ont effectué 2806 interventions, dont 2121 évacuations sanitaires et 383 opérations diverses dans les différents types d'intervention suite aux appels de secours impliquant des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité.

SONELGAZ

Ouverture des plis du projet  
"Solar 1000 MW"

Le Groupe Sonelgaz a procédé, lundi à Alger, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre national et international lancé pour la production de 1000 MW d'énergie photovoltaïque « Solar 1000 MW ».

Par Slimane T

L'ouverture des plis s'est déroulée en présence du PDG de Sonelgaz-Engineering, Yazid Djellouli, du directeur général de Shames Djazaïr, Bellache Lounes, de la directrice des activités de production et d'engineering à la direction générale du groupe Sonelgaz, Ouidad Hamrou a ainsi que des représentants des entreprises soumissionnaires. Quelques 139 entreprises ont retiré le cahier de charges pour ce projet, dont 36 algériennes, 103 étrangères de 26 nationalités et une entreprise mixte. Le projet porte sur la réalisation de cinq stations dans cinq wilayas d'une capacité allant de 50 à 300 MW, outre la réalisation du réseau de transport reliant chacune de ces stations au réseau national d'électricité. L'appel d'offre a été lancé en juillet dernier par Sonelgaz-Engineering pour le compte de SHAEMS. Parmi les conditions prévues dans le cahier de charges figurent, l'acquisition de

toutes sortes d'équipements à l'image des charpentes, les plaques photovoltaïques, les câbles, les transformateurs et autres des sociétés algériennes, et ce dans le cadre du programme d'intégration nationale. Les maîtres d'œuvre doivent recourir aux entreprises algériennes pour réaliser les travaux de génie civil et d'installation électromécanique. S'exprimant à la presse en marge de cette séance, Mme Hamrou a indiqué que le projet « Solar 1000 » avait été lancé au titre de la 2ème étape du programme national 15.000 mégawatts, suite au lancement du projet de construction de quinze (15) centrales photovoltaïques d'une capacité de production variant entre 80 et 220 mégawatts, avec une capacité totale de 2.000 mégawatts réparties sur douze (12) wilayas. Concernant le projet 2.000 mégawatts, Mme Hamrou a révélé que les entreprises chargées de sa réalisation avaient été sélectionnées après l'évaluation des offres techniques et financières, soulignant que la

prochaine étape consistait en la signature des contrats, d'ici la fin de l'année en cours, le lancement des travaux devant intervenir début 2024. En outre, Mme Hamrou a affirmé que des entreprises algériennes avaient obtenu une part de 57% des projets de construction de centrales photovoltaïques dans le cadre du projet de 2.000 mégawatts, après l'introduction de certaines incitations permettant aux entreprises algériennes de participer aux appels d'offres dans l'objectif de renforcer leurs compétences et leur expérience afin de concrétiser le programme national des énergies renouvelables. Elle a également indiqué que le groupe avait engagé, à travers ses filiales (Sonelgaz-Shaems et Sonelgaz-Engineering), le lancement progressif des projets d'investissement dans le cadre du programme 15.000 mégawatts d'énergies renouvelables 2030-2035, inscrit par le gouvernement dans son plan d'action, atteignant actuellement une production d'énergies renouvelables de plus de 511 mégawatts.

L'or bat son record historique  
à plus de 2.100 dollars l'once

Le prix de l'or a battu lundi son record historique à plus de 2.100 dollars l'once, les traders misant sur une baisse des taux d'intérêts de la Réserve fédérale américaine au cours de la nouvelle année. Le métal précieux a atteint 2.135,39 dollars au début des échanges

asiatiques, dépassant le précédent record historique établi en 2020, pendant la pandémie. Ces dernières semaines, les cambistes se sont rués sur l'or pour acheter des valeurs sûres. Cette tendance a été renforcée par une série de données indiquant un ralentissement de l'inflation pour

octobre aux Etats-Unis, ce qui a conduit à spéculer sur une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed). Les paris d'une baisse des taux ont en outre pesé sur le dollar, ce qui a rendu l'or moins cher pour les acheteurs internationaux. Les

cambistes ont commencé à se tourner vers le métal jaune après que le patron de la Fed, Jerome Powell, a déclaré vendredi que les taux avaient « atteint un niveau suffisamment restrictif », attisant l'espoir que la banque centrale commence prochainement à réduire ses taux.

SONELGAZ

Mourad Adjal discute hydrogène vert avec les belges

Dans le cadre de la série de rencontres, initiées par le Groupe Sonelgaz avec ses partenaires, le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu, ce dimanche au siège du Groupe, Franck Pasqualini, PDG du Groupe belge «John Cockerill Services, ».

Les discussions ont porté sur les modalités de coopération et de partenariat entre Sonelgaz et « John Cockrell », spécialisé dans

la conception, la fabrication, l'ingénierie, la maintenance dans le domaine de l'énergie, indique un communiqué de Sonelgaz. A l'occasion, Franck Pasqualini a présenté les activités du groupe belge exprimant sa volonté de nouer un partenariat avec Sonelgaz, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de la maintenance et du stockage, ainsi que du développement de l'hydrogène vert. Après avoir souligné im-

portance d'une telle opportunité, Mourad Adjal a souligné que Sonelgaz « est ouverte au partenariat, selon le principe gagnant-gagnant-gagnant ».

D'autant que Mourad Adjal a mis en avant l'intérêt de Sonelgaz pour les différents services proposés par la partie belge, notamment en ce qui concerne la maintenance des éoliennes et le développement de l'hydrogène vert.

A l'issue de cette réunion, les deux parties ont convenu de programmer des réunions de travail pour avoir une vision plus claire des différents services proposés par le Groupe belge, sur la base de laquelle seront décidées les modalités de coopération et de partenariat proposés par la partie belge.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81  
Fax : 021 73 95 59  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz

AGRICULTURE STRATÉGIQUE

# Vers la création de mégapoles au Sud

*Le ministre de l’Agriculture et du développement rural, Youcef Cherfa, a présenté la nouvelle stratégie du gouvernement pour booster davantage le secteur agriculture en Algérie. Ce dernier a enregistré ces quatre dernières années des résultats encourageants, avec une contribution de 14,7% au PIB (4550 milliards de DA) et la couverture de 75% des besoins nationaux en produits agricoles. Quant aux régions du Sud, elles représentent 7% des superficies agricoles.*

Par Zahir R

Une superficie ayant contribué de manière significative à l’approvisionnement du marché national en produits agricoles à hauteur de 26%, dont 11% des céréales, 26% des légumes et plus de 98% de la production nationale des dattes. Mais, indique le ministre, ces résultats sont encore loin des objectifs fixés par le gouvernement, notamment dans le domaine des cultures stratégiques. Les efforts seront donc orientés vers le développement de ces filières pour la production « d’huiles, le sucre, le lait en poudre, les céréales et légumineuses » ainsi que « le coton pour les industries textiles ».

L’importation de ces produits pèse lourdement sur le Trésor public.

S’exprimant à l’ouverture des travaux d’un Colloque national sur l’investissement au Sud à Adrar, placé sous le thème « L’Agriculture au Sud... la force de notre sécurité alimentaire », le ministre a précisé que la vision du gouvernement consiste à la création de grands pôles intégrés pour le développement des filières stratégiques (céréales, sucre, huiles, soja, maïs), dans le but d’atteindre la sécurité alimentaire et d’aller dans une étape suivante à l’exportation.

À cet effet, annonce-t-il, le gouvernement s’attèle actuellement à la préparation du cadre juridique et réglementaire pour réguler les investissements agricoles dans le sud, en précisant que ces pôles ces pôles agricoles

intégreront la production agricole, la transformation, l’emballage et le transport jusqu’au produit final, « à travers le développement des industries agroalimentaire » en les pourvoyant « en intrants agricoles nationaux ».

« Nous comptons sur ces pôles stratégiques pour réaliser un véritable bond dans la production et la transformation. Des pôles appelés à créer une dynamique dans le développement économique et social tout en renforçant la sécurité alimentaire. C’est à travers cette nouvelle vision que nous pouvons relever le défi de la sécurité alimentaire », affirme-t-il.

### Un couloir vert pour les investisseurs

Réitérant l’appel des pouvoirs publics aux opérateurs du secteur pour l’implantation de nouveaux investissements agricoles dans la wilaya du Sud, le ministre a annoncé qu’un «couloir vert» leur attribué que ce soit pour bénéficier du foncier ou autres ; le forage de puits, le raccordement en électricité et gaz. Dans ce cadre, le ministre a rappelé les directives du président de la République, ordonnées lors des assises nationales de l’agriculture organisées le 28 février 2023, notamment les avantages accordés aux investisseurs activant dans une double production (deux récoltes/an).

Lors de ces assises, ajoute le ministre, le Chef de l’État a, également, exprimé la disponibilité de l’Etat à contribuer au finance-

ment à hauteur de 90% des projets d’investissement dans les domaines agricole et agroalimentaire.

### Signature d’une convention entre la tutelle et l’ABEF

Tout en affirmant la volonté des pouvoirs publics de faciliter l’installation des investisseurs agricoles nationaux et étrangers dans les wilayas du Sud, le ministre a assuré que le développement de cette filière stratégique s’inscrit dans le cadre des priorités du gouvernement pour la mise en œuvre des orientations du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune.

Concernant le volet du financement agricole, le ministre a annoncé la signature d’une convention avec l’Association professionnelle des Banques et des Institutions Financières l’Association des banques et institutions financières (ABEF). Cette convention vise à définir le cadre général entre le ministère de l’Agriculture et l’ABEF, dans le but de généraliser le financement des projets agricoles par les représentants du secteur bancaire, conformément aux directives des autorités publiques. « Cette convention s’inscrit dans le cadre des recommandations des sessions nationales de l’agriculture tenues le 28 février 2023, visant à renforcer la sécurité alimentaire, encourager l’investissement dans les grands projets agricoles dans le Sud et les hauts plateaux, et promouvoir le partenariat », rappelle le ministre.

TAHA DARBAL  
**«Les eaux souterraines constituent notre principale ressource»**

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé que les eaux souterraines « constituent pas moins de 65% de l’eau collectée annuellement en Algérie ».

Une quantité destinée divers usages tels que l’alimentation en eau potable, l’irrigation agricole et l’activité industrielle et touristique. Lors du premier Colloque national sur l’investissement agricole dans le Sud qu’abrite la wilaya d’Adrar, le ministre a indiqué que « la décision de placer les ressources en eau en rang des priorités nationales se veut une réponse à la forte demande nationale au vu de son usage dans les différents domaines qu’ils soient domestiques, industriels ou agricoles ».

Un défi auquel l’Algérie devra faire face au changement climatique, au même titre que les pays du bassin méditerranéen, souligne le ministre, qui relève que « les répercussions de cette situation sur le développement socioéconomique en raison d’une demande sans cesse grandissante ».

Pour y faire face, le ministre a indiqué que son Département a mis en place une politique nationale qui repose sur « le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources en eau traditionnelles et non traditionnelles pour assurer l’abondance de l’eau dans diverses régions du pays ».

Il a ajouté que « parallèlement aux dessalement de l’eau de mer et le traitement des eaux usées, les eaux souterraines constituent la principale ressource pour divers usages ».

### BOUMERDES

## Vers l’ensemencement de plus de 350.000 alevins de poissons en cages flottantes

Plus de 350.000 alevins de poissons (daurade) seront ensemencés durant la semaine en cours dans des cages flottantes installées sur le littoral de Zemmourî (Boumerdes), a-t-on appris dimanche de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. Cette

vaste opération d’ensemencement sera inaugurée à partir de la ferme d’aquaculture marine "Ouled Youcef" de Zemmourî El Bahri, a indiqué le directeur du secteur, Kadri Cherif, en marge d’une visite de travail de la wali Faouzia Naama, à l’ouest de Boumerdes. Il a ajouté que cette opération est la 5e du genre depuis

début 2023 au niveau de quatre (4) fermes marines du littoral de Cap Djinet et Zemmourî. Cette dernière opération s’inscrit au titre du 2e cycle de l’opération de production prévue pour 2024. Selon le même responsable, cette opération portera à près de quatre (4) millions le nombre d’alevins en-

semencés dans la wilaya en 2023. Les opérations d’ensemencement visent la relance et l’encouragement de l’aquaculture marine, tout en préservant la biodiversité, parallèlement au relèvement de la production de poisson et la garantie de sa disponibilité sur le marché, a souligné M. Kadri. Une production de plus de

1.500 tonnes de poisson a été réalisée à Boumerdes dans quatre fermes d’aquaculture marine en 2022, avec une prévision à la hausse à la fin de l’année en cours, a-t-on fait savoir.

R E.

### PRODUCTION DE SEMENCES DE BLÉ

## Création d’un « pôle d’excellence » par Sonatrach

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé que 42 000 firmes agricoles ont été raccordées au réseau d’électricité jusqu’en septembre 2023, soulignant que la société Sonelgaz poursuivra les opérations de raccordement dans toutes les régions du pays.

Dans son discours au Colloque national sur l’investissement agricole dans le Sud qu’abrite la wilaya d’Adrar, le ministre a affirmé que « le raccordement des investissements agricoles au réseau d’électricité est l’une des priorités du gouvernement », ajoutant que son secteur « offre plusieurs facilités à travers

le Groupe Sonelgaz pour accélérer le processus de raccordement ».

Dans ce contexte, le ministre a indiqué que la Sonelgaz effectue cette opération de raccordement sur « simple présentation autorisation des autorités agricoles » et le paiement « des frais de raccordement échelonnés sur une période de 3 ans ».

Dans son discours, Mohamed Arkab a souligné que le secteur de l’Energie et des Mines contribue « au soutien et au développement du secteur agricole » en alimentant « diverses activités agricoles et en fournissant de l’énergie dans toutes ses variantes ».

Selon le ministre, le Groupe Sonatrach a couvert, en 2023, l’ensemble de la demande intérieure en engrais « avec plus de 320 000 tonnes d’urée ». En outre, Sonatrach a signé plus de 120 accords-cadres avec le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaire, Asmidal, pour approvisionner les engrais les opérateurs privés, sans recourir aux importations ».

En outre, le groupe Sonatrach contribue au programme de développement agricole lancé par l’Etat, notamment en ce qui concerne l’agriculture du sud, à travers sa filiale « Agro-Alimentaire Activité (3A-SPA) », rappelle le minis-

tre, qui a révélé la création d’un « pôle d’excellence de production de semences de blé au niveau des wilayas d’Adrar et de Ouargla à travers l’implantation d’une ferme agricole à Gassi Toui, sur une superficie de 160 hectares ».

Ce projet « s’inscrit dans un plan de travail visant à développer de nouvelles variétés », tout en partageant « les expériences et les connaissances avec les agriculteurs locaux », réitérant la détermination « du secteur à poursuivre ses efforts pour fournir de l’énergie à tous les agriculteurs ».

S T.

CANCER DE LA  
PROSTATE

Importance du  
dépistage  
précoce pour  
sauver des vies

L'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate réside dans le fait que le patient peut guérir de ce cancer s'il est découvert à temps, a indiqué Pr. Youcefi Mustapha Djamel, Chef du service d'urologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire "1er novembre 1954" (EHU) d'Oran. Dans ce cadre, le même responsable a souligné que le dépistage précoce du cancer de la prostate peut sauver des vies, si le patient se présente à temps à l'établissement de soin, a précisé le spécialiste, soulignant qu'"il peut y avoir une guérison totale de ce cancer soit par la Chirurgie ou par Radiothérapie". "L'importance de ce genre de dépistage réside aussi dans le fait que le malade atteint du cancer de la prostate à ses débuts ne présente pas de symptômes particuliers et, de ce fait, le cancer ne peut être découvert que par un spécialiste", a-t-il ajouté. A cet effet, l'établissement a organisé, à la fin du mois de novembre dernier, une campagne de dépistage de deux jours, qui a suscité un intérêt particulier, ce qui témoigne, d'"une prise de conscience de la population à travers les différentes questions qui ont été posées sur place autour du sujet", selon Pr. Youcefi. "Nous avons organisé notre campagne de dépistage, les 29 et 30 novembre, dans le cadre du mois de 'novembre bleu' dédié à la sensibilisation et le dépistage du cancer de la Prostate et sur 200 personnes venues faire un dépistage, une vingtaine se sont avérées atteintes du cancer de la Prostate". Ces cas découverts ont tout de suite été pris en charge par l'établissement hospitalo-universitaire, a-t-il fait savoir, indiquant "l'importance de redoubler d'efforts en matière de dépistage".

R. E.

SYSTÈME D'INFORMATION JIBAYATIC

Pour une administration  
fiscale plus efficace

Le système d'information fiscale Jibayatic permettra de gérer toutes les opérations fiscales d'une manière instantanée grâce à une base de données unifiée en plus du suivi de toutes les activités en rapport avec le fisc, a souligné à Sétif la directrice centrale à la direction générale des impôts (DGI), Souhila Souilamas lors du lancement officiel de ce système au centre des impôts d'El-Eulma.

Par R. E.

La responsable a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation des services de l'administration fiscale conformément à la vision adoptée par les autorités supérieures du pays et au programme tracé par le ministère des Finances. Ce système évite aux citoyens et opérateurs économiques le déplacement vers le centre des impôts et rend l'administration fiscale plus moderne et plus efficace tout en

contribuant au développement de la conscience et de la culture fiscale et en favorisant la dynamique économique et améliorant l'affectation des ressources fiscales aux collectivités locales, a ajouté la même responsable. De son côté, le directeur de wilaya des impôts, Arab Boulil, a relevé qu'avec le lancement de Jibayatic, près de 10.000 dossiers au niveau du centre des impôts d'El Eulma passera de la gestion avec papier à la gestion numérique facilitant ainsi les services assurés aux opérateurs économiques. L'occa-

sion a donné lieu à la délivrance du premier reçu de recouvrement fiscal par le système Jibayatic en présence du wali, Mostefa Limani qui a qualifié l'opération de « signe de la modernisation de l'administration algérienne en général et des services des impôts en particulier ». Le centre des impôts d'El-Eulma couvre par sa compétence territoriale 30 communes des neuf daïras d'El Eulma, d'Ain Oulmène, d'Ain Azel, de Bir El Arch, de Djemila, de Béni Aziz, de Hammam Sokhna, de Guidjel et de Salah Bey.

ABDELHAK SAIHI, MINISTRE DE LA SANTÉ

«La riposte nationale au VIH Sida a permis  
des progrès indéniables»

La riposte nationale face au VIH Sida a permis de réaliser des « progrès indéniables » dans la lutte contre cette pathologie, a affirmé, lundi à Alger, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, réitérant l'engagement de l'Algérie à limiter la propagation du virus. « Grâce à la riposte nationale multisectorielle face au VIH Sida, notre pays a réalisé des progrès indéniables et demeure à épidémie peu active, avec une prévalence de 0,1% », a précisé le ministre, à l'ouverture d'une rencontre célébrant la Journée mondiale de lutte contre le VIH Sida. A ce titre, il a tenu à « réaffirmer l'engagement de l'Algérie à réunir tous les moyens possibles pour limiter la propagation de cette pathologie » et ce, dans le cadre du programme onusien visant son éradication à l'horizon 2030 et à travers le Plan national stratégique IST/VIH/Sida 2020-2024. « Cette volonté s'est traduite par la

mobilisation totale du gouvernement et de l'ensemble des acteurs, notamment la société civile, pour assurer un accès universel et gratuit à toutes les prestations de soins, y compris le dépistage et le traitement », a ajouté M. Saihi. Le ministre de la Santé a, par ailleurs, déploré « les comportements à risque d'exposition au VIH » tels que le faible niveau d'utilisation des moyens de protection, la consommation de drogues injectables, les phénomènes de migration, lesquels, a-t-il souligné, « imposent le maintien de la vigilance », assurant faire de la prévention et de la lutte contre le Sida « une priorité ». Dans ce contexte, il a rappelé que les objectifs de l'Algérie en matière de lutte contre le sida consistent en l'accélération de la riposte, notamment chez la population à risques, l'élimination de la transmission du VIH, de l'hépatite B et de la Syphilis de la mère à l'enfant ainsi que l'accompagne-

ment des personnes atteintes par la société civile. A ce propos, le ministre a assuré que le PNS (2024-2028) s'inscrit dans « tous les engagements souscrits par l'Algérie et vise à optimiser la riposte nationale afin d'élargir l'accès aux soins et au traitement de qualité, dans un environnement favorable non stigmatisant et non discriminant et d'atténuer l'impact de l'épidémie ». Le ministre a salué, par la même occasion, « l'engagement actif et l'implication de plus en plus grande » de la société civile dans « la prévention de proximité », ciblant les populations vulnérables et à haut risque d'exposition au VIH Sida. De son côté, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, a réaffirmé « l'engagement de l'Onusida-Algérie et de toute l'organisation onusienne à soutenir activement les initiatives significatives du ministère de la

Santé visant à intensifier et à renforcer la réponse nationale face à l'évolution de l'épidémie ». Lors de cette rencontre placée sous la thématique: « Leadership citoyen pour un monde sans Sida », un hommage posthume a été rendu aux Professeurs Youcef Mehdi, ex-président du Comité national de lutte contre le Sida et Azzedine Tadjeddine, ex-président de l'Association de prévention contre le Sida, ainsi qu'à l'ancien directeur de l'Onusida-Algérie, Adel Zeddou, pour leur « rôle actif » dans ce domaine. Pas moins de 39 millions de personnes vivent aujourd'hui avec le VIH Sida à travers le monde, dont 29,8 millions reçoivent un traitement « salvateur », alors que les décès ont reculé de 69 % depuis 2004, selon les données de l'Onusida. A la fin 2022, l'Algérie comptait 18.733 porteurs du VIH et 1157 cas durant le 1er semestre de l'année en cours.

R. E.

CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONUDI

L'Algérie élue à la vice-présidence de la 20e session

L'Algérie, représentée par son délégué permanent à Vienne, l'ambassadeur Larbi Latroche, a été plébiscitée à la vice-présidence de la 20e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui s'est tenue à Vienne (Autriche) du 27 novembre au 1 décembre. L'élection de l'Algérie à la vice-présidence de l'ONUDI, au nom du groupe africain, s'inscrit dans le cadre de la dynamique de la diplomatie algérienne aux niveaux régional et international, sous la direction du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune. En sa qualité de vice-président de la session, l'ambassadeur Latroche a présidé, mercredi dernier, les séances de la conférence, placée sous le thème "Mondialisation équitable : solution novatrice pour l'industrie de demain". Intervenant lors du débat général en qualité de chef de la délégation algérienne, l'ambassadeur Latroche a affirmé que "le développement industriel en Algérie est un objectif à dimension nationale et un choix stratégique, en tant que principal levier d'un projet économique productif". Par ailleurs, la délégation algérienne a

informé les participants à la conférence des efforts visant à renforcer l'arsenal juridique national en vue d'intégrer la dimension climatique dans les différentes politiques publiques de développement, conformément aux engagements internationaux de l'Algérie. Dans ce sillage, les membres de la délégation ont mis en avant le rôle du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREF) dans la création d'une synergie entre les différents secteurs en faveur du développement des énergies renouvelables en Algérie, à

l'instar de l'hydrogène vert. Au niveau continental, la délégation algérienne a salué la nouvelle stratégie de l'ONUDI pour l'Afrique 2023-2025, appelant le directeur général de l'organisation à "accélérer le développement de programmes répondant aux besoins et aux aspirations de l'Afrique". Dans le cadre de sa contribution à la relance du développement en Afrique, l'Algérie abritera, du 5 au 7 décembre 2023, la 2e édition du Congrès africain des start-up, a annoncé aux participants le chef de la délégation algérienne.

AQUACULTURE D'EAU DOUCE

# Augmenter la production à 15 000 tonne d'ici 2025

*Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques ambitionne d'augmenter la production nationale en Aquaculture d'eau douce à 3000 tonnes durant l'année 2024 avant d'atteindre les 15 000 tonnes en 2025. L'annonce a été faite par le ministre Ahmed Badani, hier à Alger, à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur «L'aquaculture d'eau douce», organisée par la Chambre nationale de pêche et d'aquaculture.*

Par Sirine R/Agence

Le ministre a fait savoir, dans une déclaration à la presse, que son secteur s'attailait à augmenter le volume de production dans la filière de l'aquaculture d'eau douce à 3.000 tonnes durant l'année 2024 et à 15.000 tonnes durant l'année 2025 grâce aux incitations et aux mesures financières et fiscales prévues dans le projet de loi de finances (PLF 2024) au profit de cette filière. Parmi ces mesures, M. Badani a cité la création d'une prime incitative estimée à 50 DA/kg de tilapia produit, l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les ventes de tilapia par les producteurs et l'application du taux réduit de la TVA dans l'activité de transformation, outre l'accompagnement dont bénéficieront les investisseurs par les services du ministère dans les différentes étapes, y compris la commercialisation. Evoquant l'aquaculture intégrée à l'agriculture, le ministre a fait état de 22.000 agriculteurs activant dans ce domaine, via la réalisation de plus de 100.000 bassins d'irrigation agricole et la formation de

3.210 agriculteurs durant l'année pédagogique 2022-2023 dans le cadre des accords de coopération entre les chambres de la pêche et celles de l'agriculture. Dans ce cadre, M. Badani s'est félicité du "grand" intérêt accordé par les investisseurs à l'aquaculture intégrée aux activités agricoles, soulignant "son importance dans l'augmentation du rendement agricole et la réduction des coûts d'utilisation des engrais chimiques", les eaux d'aquaculture étant riches en engrais naturels qui contribuent à la fertilisation organique des terres agricoles. Afin d'assurer le développement de cette activité, le ministre a fait état d'un accord en cours de préparation avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et qui permettra, à la faveur d'une coopération étroite, notamment avec la Chambre Nationale d'agriculture, l'exploitation d'un nombre plus important de bassins. Il a notamment rappelé les résultats réalisés par Cosider, via sa filiale "AGRICO", dans le cadre d'un investissement agricole dans la wilaya de Khenchela portant sur la production du blé et du maïs sur une su-

perficie totale de 17.000 hectares, par l'exploitation de deux bassins d'irrigation de 40.000 m3 sur un total de 10 bassins d'élevage du tilapia. Cet investissement intégré a permis d'augmenter le rendement de production du blé de 32 à 40 qtx l'hectare à un taux de 25%, la production du maïs de 35 à 45 qtx l'hectare à un taux de 29%, selon le ministre. Dans son intervention à l'occasion, le sous-directeur de l'acvaculture d'eau douce au ministère de la Pêche, Boualem Mohamedi, a indiqué que 46 fermes productrices avaient été enregistrées en 2023, avec l'entrée en production de cinq nouvelles fermes, en sus 54 projets en cours de développement. Il a fait état en outre d'une production de tilapia de 250 tonnes et de 950.000 unités de petits poissons dans des bassins d'eau douce. La journée d'étude a connu la participation de cadres du ministère de la Pêche, des directeurs de wilaya, des directeurs de chambres de wilayas, ainsi que des professionnels du secteurs. L'évènement a permis de poser nombre de préoccupations en lien avec cette filière.

MEZIRAÂ (BISKRA)

## Entrée en activité d'une nouvelle laiterie

Une nouvelle laiterie est entrée dernièrement en activité dans la commune de Meziraâ (60 km à l'Est de Biskra), apprend-on lundi auprès de la direction du commerce et de la promotion des exportations. La capacité théorique de production de cette laiterie appartenant à un investisseur

privé est estimée à plus de 16.000 litres par jour, a précisé à l'APS le chef du service d'observation du marché et d'information économique de cette direction, Hama Azaz, qui a précisé que cette unité renforcera le marché local par plus de 11.000 litres de lait par jour. La production de l'unité cou-

vrira les marchés des communes de Zeribet El Oued, El Faydh, Meziraâ et Khenguet Sidi Nadji garantissant ainsi des quantités suffisantes de lait pour les habitants de ces localités, selon la même source. Cette laiterie appelée « Djemina » contribuera au côté des deux autres laiteries des

deux communes d'Ourlal et de Biskra à porter à 90.000 litres/jour la production de lait dans la wilaya, a précisé la même source. La wilaya de Biskra est alimentée quotidiennement par 122.000 litres de lait dont 31.000 assurés par la laiterie de Batna, a-t-on précisé.

R E.

### SALON NATIONAL DE L'INNOVATION La 13<sup>e</sup> édition à partir de mercredi prochain

L'université « Mustapha Stambouli » de Mascara abritera, à partir de mercredi prochain, la 13<sup>e</sup> édition du salon national de l'innovation placée sous le slogan « la transformation des idées en produits de commercialisation », a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs. Initiée par l'institut national algérien de la propriété industrielle en collaboration avec l'université « Mustapha Stambouli » de Mascara et le bureau d'Algérie de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, cette édition verra la participation de plus de 100 étudiants et chercheurs dont les porteurs de projets innovants de plus de 40 universités du pays, a indiqué le directeur des incubateurs d'entrepreneuriat et startup relevant de cet établissement d'enseignement supérieur, le professeur Abdennour Belmimoune. Cette manifestation de deux jours, organisée sous le patronage des ministres de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du wali de Mascara, verra aussi la présentation de plus de 70 projets innovants dans divers domaines scientifiques dont les systèmes d'irrigation agricole, les énergies renouvelables et les industries liées à l'environnement, a-t-on fait savoir. Plusieurs activités sont programmées à cette occasion dont un concours du meilleur projet innovant participant outre l'organisation de deux ateliers techniques abordant « l'importance de la protection des éléments de la propriété industrielle » et « le brevet d'invention » . Le programme de ce salon prévoit également deux sessions de formation sur « le mode de dépôt de demande de brevet d'invention, marques commerciales sur le site électronique de l'institut national algérien de la propriété industrielle », « mode de recherche en base de données de la plateforme numérique des brevets d'invention » .

R E.

### LE PÉTROLE BAISSÉ ENCORE

## Les réductions de production de l'Opep+ peinent à convaincre

Les prix du pétrole baissaient légèrement lundi, les coupes volontaires de production de certains membres de l'OPEP+ annoncées jeudi peinant toujours à convaincre le marché. Vers 12H00 GMT (13H00 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, perdait 0,44% à 78,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, baissait de 0,45% à 73,74 dollars. Les prix u brut poursuivaient leur baisse entamée la semaine dernière, "les réduc-

tions de l'OPEP+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, ndlr) annoncées jeudi n'ayant pas réussi à impressionner" le marché, notent les analystes de DNB. Ryad a annoncé l'extension de sa mesure de réduction d'un million de barils par jour (bpj) jusqu'à "la fin du premier trimestre 2024", suivi par la Russie, qui prolonge également les coupes sur ses exportations de trois mois, approfondies à 200.000 barils. D'autres pays membres de l'alliance comme les Emirats arabes unis, l'Irak, le

Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie ou Oman vont également procéder à des diminutions de moindre ampleur, pour près de 700.000 bpj au total, a précisé le groupe dans un communiqué. Sans compter les prolongations des coupes volontaires supplémentaires de la Russie et l'Arabie saoudite déjà anticipées par le marché, seulement 900.000 bpj devraient donc être retirés jusqu'en mars 2024. Pour Craig Erlam également, analyste chez Oanda, les coupes n'ont "pas été convaincantes, c'est le moins qu'on

puisse dire". "Alors que les marchés semblent s'attendre à un ralentissement économique plus prononcé l'année prochaine, cette annonce (de coupes volontaires supplémentaires de certains membres) ne va tout simplement pas assez loin", affirme-t-il. En parallèle, "la production pétrolière américaine continue de surprendre à la hausse et les stocks de pétrole continuent d'augmenter", font valoir les analystes de DNB, ce qui constitue des facteurs baissiers pour les prix.

Agence

BLIDA

## Relogement de 41 familles

Quarante et une familles ont été relogées dimanche dans des logements décents, dans le cadre de la 4e étape de l'opération de relogement des habitants des immeubles « Bazar » du centre ville de Blida lancée par les autorités locales fin septembre dernier, ont indiqué les services de la wilaya. Selon la même source, les 41 familles qui vivaient dans sept immeubles datant de l'époque coloniale et menaçant ruine au centre ville de Blida, ont bénéficié de logements décents à la cité Deriouche de la commune de Bouaârf. Leur relogement s'inscrit dans le cadre d'une opération de relogement ciblant 273 familles, occupant 49 immeubles menaçant ruine, qui se poursuivra dans les prochains jours pour les 54 familles restantes résidant dans huit immeubles. Immédiatement après chaque opération de relogement, les immeubles « Bazar », relevant pour la plupart de particuliers, sont « définitivement fermés », suite à leur classement en « catégorie rouge » par les services de l'organisme de contrôle technique des constructions (CTC), en raison de leur état de délabrement avancé constituant une menace pour leurs occupants, selon les services de la wilaya.

## CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À GHARDAÏA Plus de 1 600 hectares à emblaver

Une superficie de 1 647 hectares (ha) sous pivot sera emblavée en céréaliculture au titre de la campagne Labours-semailles 2023/2024 lancée samedi dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Exploitée par une trentaine de céréaliculteurs, cette surface agricole qui est en hausse de 347 hectares soit 21% par rapport à la précédente campagne (1300 hectares), est consacrée aux principales céréales, dont le blé dur (1387 ha), et l'orge (260 ha), a-t-on expliqué en marge du lancement de cette campagne par le wali, Abdellah Abi Nouar, dans la localité de Seb Seb (Sud de la wilaya). « Toutes les mesures ont été prises au titre de cette opération pour accompagner les céréaliculteurs, en application des instructions des hautes autorités du pays portant le développement des cultures stratégiques au niveau des wilayas du Sud du pays », a-t-on fait savoir. Il s'agit, entre autres, de garantir les intrants et semences, et de faciliter les démarches pour la mobilisation des ressources hydriques souterraines auprès des



services hydrauliques ainsi qu'auprès des services de l'énergie pour le raccordement électrique des exploitations agricoles, ont assuré les mêmes services.

La céréaliculture a enregistré « une grande avancée » dans la wilaya de Ghardaïa à la faveur de la sensibilisation et d'encouragement des pouvoirs publics au dé-

veloppement des cultures stratégiques notamment la filière « céréaliculture » pour assurer l'auto-suffisance alimentaire, a indiqué le wali de Ghardaïa. Et d'ajouter : « Ceci a permis également la généralisation et le renforcement de la mécanisation, la fertilisation des sols et l'utilisation des semences sélectionnées pour l'augmentation du rendement ». Pour garantir une meilleure saison agricole, une commission de wilaya chargée du suivi les différentes étapes de cette campagne, a été installée, et des sorties de vulgarisation des techniques agricoles sur le terrain, ont été programmées. Pour rappel, la wilaya de Ghardaïa a engrangé durant la saison écoulée 2022/23 plus de 42000 quintaux de céréales, et compte atteindre 68000 quintaux au titre de l'actuelle saison agricole.

TLEMCEM

## Réalisation de 9 stations Internet 4G en 2023

La Direction des opérations d'Algérie Télécom de Tlemcen a procédé à la réalisation de 9 stations Internet de quatrième génération (4G), depuis le début de l'année en cours, pour couvrir plusieurs zones d'ombre, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya. Ces stations permettent la fourniture des services de la 4G aux localités de « Tizaghane », dans la commune de Ben

Ouarsous, « Aïn Madhar » dans la commune d'El Bouihi, « Abdeldjalil » dans la commune de Remchi, « Aïn Sfa » dans la commune de Sidi El Djillali, « Roubane » dans la commune de Beni Boussid, « Aïn Fettouh » dans la commune de Tirni Beni Behdal, « Mérida » dans la commune de Marsa Ben M'hidi, « Tlilafet », dans la commune de Sabra, et « El Hira » dans la commune de Souk Tlata. Le nombre total actuel de ce type d'équi-

pements dans la wilaya est de 135 stations, permettant d'assurer une bonne couverture des services de la téléphonie et d'Internet via la technologie 4G, le tout doté d'une capacité de 81.000 lignes, selon la même source. Cette opération vise à désenclaver ces zones d'ombre et permettre à leurs populations l'exploitation d'Internet et l'amélioration du développement local, a-t-on fait observer de même source.

SKIKDA

## Levée du gel en 2023 sur deux projets pour personnes aux besoins spécifiques

Le gel a été levé sur deux projets au profit de personnes aux besoins spécifiques depuis début 2023 dans la wilaya de Skikda, a affirmé dimanche la wali, Houria Meddahi. Dans son allocution à l'occasion de la célébration de la journée internationale des personnes aux besoins spécifiques (3 décembre) tenue à la maison de la culture Mohamed Seradj, la cheffe de l'exécutif local a précisé qu'il s'agit du projet d'étude, de suivi, de réalisation et d'équipement d'une école des enfants malvoyants au pôle urbain Bouzaâroua (Filfila) et de celui d'un centre médico-pédagogique pour déficients

mentaux à Azzaba. Mme Medahi a précisé qu'une enveloppe financière estimée à 242 millions DA a été octroyée aux deux projets appelés à terme à éviter aux enfants concernés et leurs parents de longs déplacements, soulignant que les deux opérations rentrent dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour une meilleure prise en charge sociale et pédagogique de cette catégorie. Près de 13.000 personnes aux besoins spécifiques perçoivent l'allocation d'handicap dans la wilaya de Skikda qui compte 4 centres spécialisés pour enfants aux besoins spécifiques ac-

cueillant 537 enfants et 245 classes spéciales ouvertes pour cette catégorie dans les établissements scolaires accueillant 205 enfants, a précisé la wali. La cérémonie de célébration de la journée internationale des personnes aux besoins spécifiques a donné lieu à la distribution de 23 motocyclettes pour handicapés moteurs dont 5 acquises du budget de wilaya et le reste par le ministère de la Solidarité nationale, 5 fauteuils roulants, 5 appareils auditifs et 14 montres parlantes.

SÉTIF

## Mise en service du réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Boutaleb

Le réseau d'alimentation en eau potable (AEP) du centre de la commune de Boutaleb (sud de Sétif), entièrement réhabilité, vient d'être mis en service, ont indiqué, dimanche, les services de la wilaya. L'opération de mise en service, supervisée samedi par le wali, Mustapha Limani, permet désormais aux 13.000 habitants de la commune

d'être approvisionnés en eau de manière régulière à raison d'un jour sur deux, a précisé la même source. Un investissement public de 79 millions de dinars a été consenti pour la conduite de l'opération de réhabilitation et de rénovation du réseau d'AEP, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment dans les

zones isolées, a-t-on encore souligné. D'autre part, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi d'une opération de renforcement et d'extension du réseau d'assainissement de la même commune, moyennant un investissement public de 15 millions de dinars puisé de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Il est

à noter que le secteur des Ressources en eau a connu, ces dernières années, un développement important qui s'est traduit par une nette amélioration de l'AEP dans cette wilaya de 2 millions d'habitants grâce, entre autres, à la réalisation et l'équipement de nombreux forages et au fonçage de puits, a conclu la même source.

# Comment l’Afrique peut-elle élargir le filet fiscal ?

*La part des impôts dans le PIB est très faible dans de nombreux pays africains, ce qui accroît la pression sur les gouvernements déjà mis à rude épreuve pour financer les services essentiels et payer leurs dettes. Quelles sont les options pour améliorer la collecte des recettes ?*

Par Lennox Yieke (\*)

Tous les gouvernements doivent fournir certains services aux citoyens. Le droit international impose certaines obligations en matière de santé et d'éducation, par exemple ; et bien sûr, dans les démocraties, les gouvernements qui ne répondent pas aux attentes ont peu de chances de durer longtemps. Emprunter peut permettre de faire face à certaines dépenses – mais, surtout lorsque la croissance est incertaine, tout gouvernement qui ne parvient pas à assurer le service de ses dettes se retrouve en grande difficulté. Les droits de douane sur le commerce transfrontalier sont en baisse. La collecte des impôts auprès des entreprises et des particuliers est donc une nécessité.

Mais de nombreux pays africains reçoivent une proportion bien inférieure de leur PIB en impôts que les pays des autres continents, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Le rapport, qui couvre les données sur les recettes fiscales de 30 pays africains entre 1990 et 2018, montre que le ratio moyen impôts/PIB pour les 30 pays africains était de 16,5 % en 2018, contre une moyenne de 34,3 % dans les 38 pays membres de l'OCDE et 23,1% pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il existe cependant de grandes variations entre les pays africains : certains – comme les Seychelles, la Tunisie et l'Afrique du Sud – ont des ratios impôts/PIB supérieurs à 30 % ; d'autres en prennent moins de 10 % – par exemple le Nigeria, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République démocratique du Congo.

Le rapport attribue la faible ratio moyen impôts/PIB en Afrique à plusieurs facteurs, notamment : la faiblesse de la conception et de la mise en œuvre des politiques fiscales ; une faible conformité et application des règles fiscales ; et des niveaux élevés d'activité économique « informelle » et d'évasion fiscale. Malgré ces défis, le rapport met en évidence certaines tendances positives, telles que l'augmentation du ratio impôts/PIB de 1,4 point de pourcentage entre 2010 et 2018, tirée par l'augmentation des recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de l'impôt sur le revenu des particuliers.

## Accroître la collecte des impôts

Soucieux de soutenir ces tendances, de nombreux pays africains ont intensifié ces dernières années des mesures visant à accroître la collecte des impôts. Les gros titres annonçant des augmentations de la TVA, des droits d'accise et de l'impôt sur le revenu des particuliers sont devenus omniprésents sur tout le Continent.

Le budget 2023-24 du Kenya, adopté par les députés en juin, a doublé la TVA sur le carburant, passant de 8 % à 16 %. C'est l'une des mesures prises par l'administration du président William Ruto pour renflouer les caisses publiques. Une autre de ces mesures consiste à augmenter les taux d'imposition sur le revenu des particuliers pour les hauts revenus. Les tranches de taux d'impôt sur le revenu perçues via le système de répartition (PAYE) ont augmenté à 32,5 % pour les revenus mensuels compris entre 500 000 Ksh (environ 3 270 \$) et 800 000 Ksh (environ 5 240 \$). Le taux est passé à 35 % pour les revenus supérieurs à 800 000 Ksh. Auparavant, le taux était uniforme de 30 % pour tous les hauts revenus.

Pour améliorer la collecte des recettes, les gouvernements africains ont également réduit le nombre de subventions, d'exonérations fiscales, de déductions, de crédits et de taux préférentiels. Celles-ci tendent à réduire l'impôt à payer. Les responsables ont affirmé que ces allègements réduisaient l'assiette fiscale et favorisaient davantage les riches que les pauvres. Par exemple, le Nigeria a sup-

primé les subventions aux carburants dans le cadre de ses réformes économiques sous le président Bola Tinubu, qui a débuté son mandat de quatre ans en mai.

Ces mesures ont entraîné une augmentation constante des recettes fiscales totales collectées par les pays africains ces dernières années. Par exemple, le South African Revenue Service (SARS) a augmenté ses recettes fiscales totales de 216,5 milliards de rands (11,6 milliards de dollars) en 2017/18 à 563,8 milliards de rands (30,2 milliards de dollars) en 2021/22, soit un taux de croissance annuel composé de 6,5. %.

## Les risques et les défis de la réforme

Les réformes fiscales peuvent améliorer la situation budgétaire d'un pays, mais elles comportent également des risques et des défis. Des impôts élevés peuvent avoir des effets négatifs sur l'économie s'ils ne sont pas appliqués avec prudence. Ils peuvent réduire le revenu disponible des consommateurs, ce qui peut réduire leurs dépenses et affecter la demande, la production et l'emploi des consommateurs. Ils peuvent également décourager les entreprises d'investir, de se développer ou d'embaucher davantage de travailleurs. Des impôts élevés peuvent également réduire les incitations à épargner et à investir.

Les analystes estiment qu'au lieu de cibler des impôts élevés, les décideurs politiques devraient s'efforcer de mettre en place un système fiscal juste et efficace. La Banque Mondiale suggère que les gouvernements devraient équilibrer des objectifs tels que l'augmentation des revenus, la promotion de la croissance et la réduction des coûts administratifs avec la garantie que le système fiscal soit juste et équitable. Les considérations d'équité incluent l'imposition relative des différents groupes de contribuables, tels que les riches et les pauvres ; les particuliers et les sociétés ; zones urbaines et rurales ; les secteurs formels et informels ; revenus du travail et du capital ; et les générations plus âgées et plus jeunes.

## Élargir le filet

L'Afrique doit renforcer la mobilisation de ses revenus intérieurs tout en maintenant la stabilité économique et l'attractivité pour les investisseurs, déclare Daniel Ngumy, associé directeur du cabinet d'avocats d'affaires ALN Kenya. « Il reste encore beaucoup à faire pour introduire le secteur informel, car c'est le moyen idéal d'élargir l'assiette fiscale », dit-il, citant le risque que cela représente pour le climat d'investissement.

« Le danger que nous voyons est que les entreprises qui paient des impôts sont celles qui sont systématiquement ciblées pour générer des revenus, en particulier les multinationales. Ils disent qu'ils en sont arrivés au point où, chaque année, ils sont confrontés à un nouveau dossier fiscal. Cela demande de l'énergie et du temps et est parfois très épuisant.

Selon Ngumy, le Kenya est confronté à une grave menace liée à sa dépendance à l'égard de quelques gros contribuables et doit élargir son assiette fiscale en incluant le secteur informel. « L'incapacité à intégrer le secteur informel posera à long terme des défis à la durabilité de notre économie. L'ajout des travailleurs informels à notre assiette fiscale protégera le Kenya du risque qu'un seul gros contribuable quitte le pays, ce qui peut facilement se produire. Alors que si vous ajoutez un million de travailleurs informels à l'assiette fiscale et que vous les aidez à mieux générer des revenus, le résultat est bien meilleur que de compter sur une seule grande entreprise.

Brian Waruru, responsable des services de fiscalité et de transactions internationales au sein du cabinet d'audit EY, appelle à des approches descendantes dans lesquelles les grandes entreprises formelles seraient obligées d'encourager la conformité fiscale des petites entreprises et des

fournisseurs du secteur informel. Waruru souligne également la nécessité pour les gouvernements de soutenir la croissance du secteur informel et d'augmenter sa contribution fiscale. Il suggère que les gouvernements devraient améliorer la productivité du secteur informel en fournissant un meilleur accès au financement et aux services publics, et recommande que les gouvernements facilitent et coûtent moins cher l'enregistrement formel des entreprises informelles.

« Les gouvernements peuvent réduire les frais d'enregistrement et encourager les petites entreprises à s'enregistrer. L'enregistrement place les petites entreprises dans le radar du système formel et contribuera à la culture de conformité fiscale.

## Tirer parti de la technologie et de l'organisation

L'adoption d'outils et de solutions numériques pour moderniser l'administration fiscale, améliorer la collecte et l'analyse des données et faciliter la déclaration et le paiement des impôts en ligne a aidé de nombreux gouvernements africains à améliorer la collecte des impôts.

« L'adoption de la technologie dans le système fiscal peut réduire l'évasion fiscale grâce à l'échange d'informations entre les différents systèmes fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur du continent », explique Waruru.

« Au-delà des systèmes de déclaration et de paiement électroniques, les autorités fiscales devraient également explorer d'autres technologies telles que le big data, l'intelligence artificielle et la biométrie, pour améliorer l'administration fiscale, fournir de meilleurs services aux contribuables et contrôler la conformité. »

Le recours à des équipes correctement formées et spécialisées peut accroître la capacité à générer des recettes fiscales. Par exemple, la Kenya Revenue Authority (KRA) dispose d'un bureau des grands contribuables et d'un bureau international des impôts, dont les équipes ont été spécifiquement formées pour traiter toutes les questions fiscales des gros contribuables et des multinationales.

En Afrique du Sud, le bureau Large Business and International (LBI) a été lancé en décembre 2018, offrant un service de bout en bout à ses contribuables. Dans chaque pays, les autorités fiscales respectives ont fixé certains seuils pour les entités pouvant faire partie de la division des grands contribuables.

« Le Kenya dispose d'un grand bureau des contribuables... ils l'ont divisé en secteurs. Nous avons donc des gens dans les services financiers, les services professionnels, etc. Ils veulent que les mêmes personnes s'occupent des mêmes questions », a observé Ngumy. « Cette approche a été assez innovante et a aidé KRA à devenir plus efficace. »

Ngumy a en outre noté qu'il était nécessaire que les autorités fiscales africaines collaborent plus étroitement afin de résoudre les problèmes communs.

Il a souligné la croissance et le succès de plateformes telles que le Forum africain sur l'administration fiscale, qui offre aux autorités fiscales africaines une plateforme leur permettant de partager leurs connaissances et leurs idées sur la manière d'aborder des questions clés telles que les prix de transfert et la gestion des sociétés multinationales.

## Faire face aux risques de surimposition

Selon Ngumy, le Kenya et d'autres pays qui ont augmenté les impôts à un rythme rapide pourraient devoir reconsidérer leur stratégie si les preuves montrent que l'économie souffre du fardeau fiscal. Il a cité le cas des charges sociales au Kenya, qui ont sous-performé ces derniers mois après la mise en œuvre de taux PAYE plus élevés et de nouvelles déductions obligatoires – par

exemple, à partir du 1er juillet 2023, les employeurs et les employés doivent chacun payer 1,5 % des salaires bruts, prélèvement sur le logement. Les chiffres du Trésor national montrent que les charges sociales compensées par la KRA en juillet-septembre 2023 n'ont pas atteint l'objectif de la plus grande marge depuis la période de la pandémie de Covid-19. KRA a collecté 123,04 milliards de Ksh (806 millions de dollars) sur les revenus des travailleurs contre un objectif de 142,93 milliards de Ksh (936 millions de dollars).

Ngumy observe que les dernières données économiques indiquent que le Kenya subit les effets de la « courbe de Laffer ». En 1974, l'économiste Arthur Laffer a proposé une théorie sur la façon dont les taux d'imposition influencent les recettes fiscales. Il a affirmé qu'il existe un taux d'imposition optimal qui maximise les recettes et que le fait de passer au-dessus ou en dessous de ce taux réduira les recettes.

« Nous constatons de plus en plus les effets de la courbe de Laffer », explique Ngumy. « La TVA élevée sur le carburant, ainsi que d'autres taxes sur les carburants et les prix mondiaux de l'énergie, ont réduit la demande de conduite automobile. Les gens optent pour le covoiturage et les transports publics », dit-il, ajoutant qu'il est crucial d'analyser les données avant de baisser ou non les impôts. Il cite le Rwanda comme exemple, affirmant que ce pays a réalisé une croissance constante de ses recettes fiscales ces dernières années en réduisant les taux d'imposition dans tous les domaines.

## Le besoin de confiance

Une fiscalité excessive peut également conduire à l'instabilité politique, en alimentant les protestations et en posant des problèmes aux dirigeants sortants cherchant à se faire réélire. Waruru souligne l'importance de développer des campagnes et des stratégies visant à renforcer la confiance entre les contribuables et les administrations fiscales, car cela améliore la conformité et crée une base pour le soutien du public en faveur d'une fiscalité plus efficace. « La Banque mondiale note que le manque de confiance dans le rôle de l'État en tant que percepteur d'impôts et fournisseur de services reste un facteur de dissuasion important pour de nombreux contribuables potentiels qui souhaitent entrer dans l'économie formelle ou payer l'intégralité de leurs impôts. »

Waruru suggère également que les autorités fiscales devraient adopter une approche plus progressive dans la mise en œuvre de certaines réformes fiscales, en particulier celles susceptibles de provoquer la colère du public. « Au lieu de mettre en œuvre des réformes fiscales immédiatement, les gouvernements devraient envisager une mise en œuvre progressive afin d'alléger le fardeau immédiat qui pèse sur le public, de réduire la résistance du public et de donner à la population le temps de s'adapter. »

Il souligne que pour que les gouvernements africains puissent instaurer la confiance auprès de leurs citoyens, la question de la corruption doit être abordée de manière décisive. « Résoudre les problèmes de gouvernance et améliorer la transparence dans l'utilisation des ressources publiques est essentiel pour instaurer la confiance et générer des ressources nationales accrues. Les efforts doivent viser à aider les pays africains à renforcer la gouvernance et à lutter contre la corruption.

(\*) Journaliste économique et financier basé au Kenya

COOPÉRATION  
EMIRATS ARABES  
UNIS- ANGOLA  
**Masdar  
développera  
un projet  
solaire  
de 150 MW**

A bu Dhabi Future EnergyCompany, connue sous le nom de Masdar, envisage de développer un projet d'énergie solaire de 150 mégawatts en Angola pour fournir de l'énergie renouvelable à 90 000 foyers et soutenir la croissance économique, y compris l'emploi, a déclaré l'agence de presse officielle des Emirats arabes unis WAM. L'annonce a été faite lors du sommet sur le climat COP28 organisé par les Emirats arabes unis. Le ministère angolais de l'Énergie et de l'Eau et Masdar, le développeur d'énergie propre de l'État du Golfe, ont signé un accord de concession pour construire et exploiter le projet d'énergie solaire au sol dans la région de Qui-pungo, dans le sud de l'Angola, indique le communiqué. Aucun détail sur les coûts probables n'a été fourni. Le projet fait partie d'un engagement plus large pris par Masdar cette année pour développer 5 gigawatts (GW) de projets d'énergie renouvelable en Angola, en Ouganda et en Zambie. "L'Afrique a ce qu'il faut pour devenir la puissance mondiale des énergies renouvelables", a déclaré Sultan Al Jaber, président de la COP28. "Les Emirats arabes unis se tiennent aux côtés de nos amis africains alors que nous nous efforçons d'assurer une transition énergétique juste lors de cette COP d'action et COP pour tous." L'Angola souhaite augmenter son électrification nationale à environ 60 % d'ici 2025. Moins de la moitié de la population a actuellement accès à l'électricité, indique le communiqué.

## « DÉLUGE D'EL AQSA » L'opération porte un coup dur au secteur technologique à l'état sioniste

*L'opération « Déluge d'El Aqsa »- lancée par la résistance palestinienne le 7 octobre - a porté un coup particulièrement sévère au secteur technologique israélien, qui est l'un des secteurs économiques les plus importants, dans lequel opèrent 6 000 entreprises, et l'industrie en constitue 18 % du produit intérieur brut, et environ la moitié des exportations du pays, et 30 % des recettes fiscales.*

L'état sioniste est surnommé « le pays des startups », car sa part d'entreprises technologiques émergentes par habitant dépasse celle de tout autre pays au monde, et il connaît d'importants investissements dans la recherche et le développement de la part de grandes entreprises américaines, notamment Microsoft, Apple, Google et GoogleNVIDIA et d'autres, ressentent déjà les effets résultant de l'agression lancée par l'occupation contre la bande de Gaza. Pour indiquer la force de ce secteur à soutenir l'économie du colonisateur, il suffit de savoir que l'industrie technologique a réussi à épargner à l'économie israélienne les effets des pires crises économiques survenues dans le monde, y compris la Grande Récession entre 2008 et 2009. De même, Israël a fait face à la pandémie de Corona de la même manière : alors que presque tous les pays du monde ont été touchés par la pandémie, ce colonisateur s'est rétabli plus rapidement grâce à la force de son industrie technologique. Mais la situation est différente aujourd'hui avec la poursuite de l'agression sioniste sur la bande de Gaza, car le secteur technologique a été gravement touché, et plus de 80 % des entreprises de ce pays de technologie de pointe ont déclaré avoir été touchées par la guerre. Ce secteur vital a reçu des coups douloureux qui menacent sa prospérité sous plusieurs angles.

### Main-d'œuvre

Les répercussions les plus immédiates de la guerre sur les entreprises technologiques ont été au niveau de la main-d'œuvre, car l'état sioniste a mobilisé plus de 300 000 soldats de réserve pour participer à la guerre, et la société « SNC » estime qu'environ 10 % des employés technologiques ont été recrutés, le nombre allant jusqu'à 30% dans certains cas des entreprises, selon Forbes. Selon un rapport publié par l'Emerging Nation

Policy Institute, 70 % des entreprises technologiques ont signalé des dommages à leurs opérations puisqu'une grande partie de leurs employés ont été appelés au service militaire. L'état colonisateur est l'un des rares pays en dehors de l'Asie de l'Est où sont fabriquées des puces avancées, y compris leur développement et leur planification. L'entreprise la plus importante dans le domaine des semi-conducteurs est Intel, qui opère depuis près de 50 ans et emploie environ 12 800 personnes réparties sur 5 sites. Le centre de développement de Nvidia, qui fabrique des puces pour les systèmes d'intelligence artificielle, est situé dans la colonie de Yokneam, à une heure de route de la frontière nord avec le Liban. Google a déjà ouvert son propre centre de développement de puces et Amazon emploie plus de 1 500 personnes dans ce pays. Selon le site YediothAhronoth, citant un communiqué de Nvidia, environ 12 % de ses 3 300 employés ont été convoqués au service militaire.

### Annulation ou retard des investissements

En 2021, les startups ont investi à 27 milliards de dollars selon l'Autorité israélienne de l'innovation (une agence gouvernementale), et à la lumière de la guerre actuelle, le grand défi est le flux continu d'investissements dans les entreprises technologiques. Plus de 40 % des entreprises technologiques ont vu des accords d'investissement retardés ou annulés, et seulement 10 % ont pu tenir des réunions avec des investisseurs. John Medved, PDG d'OurCrowd, une importante plateforme mondiale d'investissement en capital-risque basée en territoires occupés, a déclaré à Reuters : « Le grand défi auquel est confrontée l'économie des startups est de garantir que l'argent continue à affluer, car la grande majorité de ces startups ne sont pas rentables, et donc "cela nécessite un investissement continu". "Ce n'est pas une période particulièrement facile pour obtenir des

investissements", a-t-il ajouté. Pour faire face à ces défis, l'Autorité de l'innovation, chargée de diriger les politiques technologiques du pays, a annoncé l'allocation de 100 millions de shekels (26,7 millions de dollars) sous forme de subventions et d'aides pour aider environ 100 startups en difficulté financière. Le PDG de l'Autorité de l'innovation, Dror Ben, a déclaré : « Le secteur de la haute technologie, qui a été confronté à une baisse du volume des investissements au cours des 18 derniers mois, est également affecté par la crise actuelle... et cet impact apparaît le plus évident dans les startups qui ont un besoin urgent de financement, surtout dans cette période où il est difficile de trouver de nouveaux tours de financement.

### Exportations et recettes fiscales

L'industrie technologique représente 30 % des recettes fiscales, ce qui rend sa prospérité cruciale pour l'économie. Mais face à l'agression, les affaires s'arrêtent ou ralentissent, ce qui affecte grandement les exportations de ces entreprises, ainsi que les impôts qu'elles paient au trésor public. Selon le rapport de l'Emerging Nation Policy Institute, un grand pourcentage d'entreprises risquent de fermer leurs portes, de subir des retards dans la production et la livraison des commandes, ou d'être incapables de rencontrer les investisseurs et de répondre à leurs exigences. Dans une enquête menée par l'institut auprès de 507 entreprises de technologie avancée, plus de 70 % de ces entreprises ont déclaré avoir reporté ou annulé leurs commandes et projets importants. Ces entreprises ont également confirmé leur incapacité à mener les expériences en laboratoire nécessaires au développement de leurs projets, outre l'existence de difficultés d'exportation et d'importation de l'étranger. Environ les deux tiers de ces entreprises ont également signalé des problèmes techniques et opérationnels liés à la situation de guerre.

## D'UNE VALEUR DE 990 MILLIONS DE DOLLARS L'Égypte émettra des bons du Trésor à un an

La Banque centrale d'Égypte a annoncé que l'Égypte émettrait des bons du Trésor en dollars d'une valeur de 990 millions de dollars pour un an. La banque a ajouté que l'offre devrait être réglée aujourd'hui mardi.

La Banque centrale d'Égypte compte sur l'émission de titres de créance en devises étrangères comme l'un des outils disponibles pour fournir les liquidités nécessaires au paiement des obligations en dollars de l'État.

Selon les données de la Banque centrale d'Égypte, l'Égypte devra rembourser environ 32,8 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 20 % de la dette extérieure totale du pays, les dettes à moyen et long terme arrivant à échéance en

2024. Cela représente une augmentation de 3,6 milliards de dollars par rapport aux estimations de la banque de septembre, ce qui porte la dette totale du pays à moyen et long terme à 29,2 milliards de dollars l'année prochaine.

## ILS RELIERONT DJEDDAH À BRUXELLES Flynas lance ses premiers vols directs

Flynas a lancé son premier vol direct entre Djeddah et Bruxelles, sa dernière destination internationale en Europe, avec le programme de connexion aérienne, faisant de Flynas le premier transporteur national à relier l'Arabie Saoudite à la capitale de l'Union européenne, vers laquelle elle assurera trois vols par semaine. Cela s'inscrit dans le cadre du programme de connectivité aérienne visant à relier le Royaume au monde et à atteindre les objectifs de la Straté-

gie nationale du tourisme : atteindre 100 millions de touristes et contribuer à augmenter le nombre de destinations internationales liées au Royaume vers plus de 250 destinations d'ici 2030. Selon l'agence de presse saoudienne « SPA », l'un des objectifs de la stratégie nationale de l'aviation est de renforcer la position du Royaume en tant que centre mondial du voyage et du tourisme. Le programme de connectivité aérienne a été lancé en 2021 pour contribuer à la croissance du tourisme dans le Royaume, en

améliorant la connectivité aérienne entre le Royaume et les pays du monde, en développant les routes aériennes actuelles et potentielles et en reliant le Royaume à de nouvelles destinations mondiales. Le programme de connectivité aérienne agit en tant que catalyseur exécutif de la stratégie nationale du tourisme et de la stratégie nationale de l'aviation. Il vise à renforcer la coopération et à établir des partenariats entre les principaux acteurs des secteurs public et privé des systèmes du tourisme et de l'aviation.

LES CAPITAINES D’INDUSTRIE IGBO SOUTIENNENT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEUR MBAH

# Objectif : atteindre 30 milliards de dollars de PIB au Nigeria

Les capitaines d'industrie et les investisseurs potentiels de l'extraction du Sud-Est se sont déclarés prêts à participer aux plans d'investissement et de croissance économique du gouverneur Peter Mbah de l'État d'Enugu.

Ils ont exprimé leur satisfaction quant aux efforts déployés par l'administration pour rallier les chefs d'entreprise locaux et réduire les risques liés à l'environnement des affaires de l'État, soulignant que les investissements vont là où les risques sont moindres et où le retour sur investissement (ROI) est élevé. Les magnats des affaires ont donné leur approbation à Enugu lors de l'inauguration du Enugu Investors Network, une initiative du gouvernement de l'État d'Enugu pour mobiliser les investissements nationaux. L'un des nombreux chefs d'entreprise présents à l'événement, qui a également servi de table ronde inaugurale du réseau, le Dr Sam Onyishi, PDG de Peace Group of Companies, a félicité le gouverneur pour l'amélioration de la sécurité. Il a exhorté les Ndigbo à réfléchir chez eux, soulignant que la sécurité à long terme des investissements Igbo ne pouvait être garantie que dans leur pays d'origine. « Le gouvernement pense ce que je pensais. La première chose qu'a faite ce gouvernement a été de travailler à la maison le lundi. Il y a deux ans, nous n'allions pas travailler pendant 62 jours. L'année dernière, nous ne sommes pas al-

lés travailler pendant 67 jours. Cette année allait être pire que ça. « La raison pour laquelle j'ai dit que le gouvernement pensait ce que je pensais, c'est parce que le 23 novembre 2013, j'ai dit à ma famille que je n'allais pas faire d'investissement d'une valeur supérieure à 1 milliard de nairas en dehors du Sud-Est. « Je suis content de ce gouvernement. C'est la première fois que quelqu'un m'invite dans l'État d'Enugu à venir avoir ce genre de discussion à cœur ouvert avec le gouverneur. Les autres étaient une sorte de « viens, parle et rentre chez toi ». Mais celui-ci est une action. Le gouverneur dit : « Voilà ce que nous avons et ce que nous allons faire ensemble ». Cela va droit au but. « Nous devons être clairs et francs avec nous-mêmes. Je ne veux donc pas parler de ce qu'est le Nigeria et de ce qu'il n'est pas. En ce qui me concerne, j'investi là d'où je viens. La charité commence à la maison." Corroborant, le président du groupe Coscharis, Sir Cosmas Maduka, a déclaré que le groupe était depuis dans sa région, investissant massivement dans l'agriculture, entre autres, dans l'État d'Anambra et qu'il serait impatient d'explorer toutes les opportunités

d'investissement décrites dans l'État d'Enugu. « La sécurité est une priorité pour un véritable investisseur, et c'est le rôle du gouvernement. C'est pour quoi j'ai dit que les capitaux d'investissement vont là où ils sont en sécurité. « Mais vous êtes sur la bonne voie. Si l'opportunité se présente, je serais intéressé, et c'est pourquoi nous sommes ici », a déclaré Maduka. Pendant ce temps, le gouverneur Mbah, qui a rappelé comment le Dr Michael Okpara a transformé l'économie de la région de l'Est en réunissant d'éminentes personnalités telles que le réseau d'investisseurs d'Enugu, a déclaré que les récits d'insécurité, de sous-développement économique, de laxisme et de manque d'initiatives de développement ambitieuses pourraient être modifiés. « Nous avons maintenant un gouvernement dans l'État d'Enugu qui a exprimé une vision et une ambition immenses quant à la position où nous voulons voir Enugu dans les quatre à huit prochaines années sous notre direction. Nous avons proposé de faire croître cette économie de 4,4 milliards de dollars à 30 milliards de dollars pour devenir l'un des principaux acteurs du Nigeria en

termes de PIB au cours des quatre à huit prochaines années. « Cette croissance que nous envisageons à Enugu ne viendra pas du secteur public. Nous nous attendons à ce que la croissance provienne des investissements du secteur privé. « Mon intention ici aujourd'hui est donc de susciter votre engagement, vos questions et même votre implication sur la manière dont nous pouvons développer l'économie d'Enugu et, par extension, l'économie du Sud-Est », a déclaré Mbah. Plus tôt, le secrétaire du gouvernement de l'État d'Enugu, le professeur Chidiebere Onyia, et la commissaire au commerce et à l'investissement, Adaora Chukwu, ont déclaré que le lancement du réseau d'investisseurs d'Enugu soulignait le fait que s'il était important de se tourner vers l'extérieur pour des partenariats mondiaux, les chefs d'entreprise nationaux ont été essentiels pour qu'Enugu actualise son potentiel et connaisse une croissance et une prospérité irréversibles. "Cette administration prévoit de développer l'économie de l'intérieur vers l'extérieur, en plaçant l'industrie nationale au centre de nos plans économiques", a déclaré Onyia.

RDC

## 12 millions de \$ pour la construction du nouveau port de Banana

Le projet lancé en janvier 2022 est également financé par le groupe émirati DP World, concessionnaire du port pour 30 ans. Le gouvernement congolais débloquera courant 2024 une somme de 30 milliards de francs congolais soit près de 12 millions USD à titre de contribution aux travaux de construction du nouveau port en eaux profondes de Banana. D'après Marc Ekila, ministre des Transports, cette enveloppe permettra d'accélérer l'exécution de la phase 1 du projet dont la mise en exploitation est annoncée pour 2025. « À l'étape actuelle le chantier est à la phase

des travaux consistant en la construction de 2 transversales d'une digue de 1543 mètres. La première est en phase finale, alors que la deuxième transversale doit attendre la démolition de quelques concessions environnantes », a-t-il révélé. Cette première phase qui nécessitera 350 millions USD d'investissement consiste notamment à construire un quai de 600 m et de 25 hectares d'espace de stockage, pour une capacité annuelle de 322 000 conteneurs. Elle sera complétée par 3 autres phases qui porteront l'investissement total à 1,2 milliard USD. Le projet intègre aussi la construction d'une zone industrielle.

La construction du port initiée pour permettre à la RDC de tirer meilleur profit de ses quelques 37 km de côtes sur l'océan dans le Kongo central, a également pour finalité de transférer une partie du trafic du port de Matadi érigé sur un fleuve et ne pouvant accueillir de plus grand navire du fait de la profondeur limitée des eaux. Le chantier une fois achevé aidera à mettre fin à la dépendance de la République démocratique du Congo vis-à-vis des ports voisins, notamment de Dar es Salam (Tanzanie) ou de Lobito (Angola) via lesquels le pays effectue une bonne partie de ses échanges commerciaux avec le reste du monde.

MALI

## L'exploitation et l'exportation de l'or en hausse de 24%

Les compagnies actives localement dans l'exploitation du métal jaune comprennent les canadiens B2Gold, Allied Gold, Barrick, l'australien Resolute ou encore le britannique Hummingbird Resources. Au Mali, l'or a généré des revenus de 383 milliards FCFA (618,8 millions \$) en 2021, soit une hausse de 24 % en glissement annuel. C'est ce que révèle le dernier rapport du comité local de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives publié en septembre 2023 et qui prend

en compte une douzaine de producteurs du métal jaune, dont les mines ont livré 63,70 tonnes. Dans son ensemble, le secteur extractif (mines, carrières et hydrocarbures) a généré 523,39 milliards FCFA de revenus en 2021, dont 450 milliards proviennent des sociétés extractives et le reste des sous-traitants. Il s'agit d'une hausse significative par rapport à 2020 où les revenus du secteur extractif avaient atteint 429,57 milliards FCFA. Malgré cette augmentation, la contribution du secteur a légèrement

reculé, passant de 9,74 % en 2020 à 9,17 % l'année suivante. Le rapport ITIE précise que le secteur extractif a représenté 79,04 % des exportations maliennes en 2021 (contre 82 % en 2020), 22 % des revenus de l'État (contre 20,73 % en 2020). La contribution à l'emploi a par ailleurs plus que doublé, passant de 0,8 % en 2020 à 1,84 % en 2021. Notons que les revenus du secteur extractif ont été composés entre autres des dividendes (66,57 milliards FCFA), impôt sur les sociétés (157 milliards

FCFA) et droits de douane (53,06 milliards FCFA). Le principal bénéficiaire de ces revenus reste le budget national, auquel ont été affectés 394,52 milliards FCFA. Pour rappel, le gouvernement cherche à accroître le rôle du secteur extractif dans l'économie, et a révisé à cet effet le code minier. Selon la nouvelle loi adoptée en août par le Parlement malien, la part maximale de l'État dans les projets miniers passe à 30 %, contre 20 % précédemment.

RDC

## 12 millions de \$ pour la construction du nouveau port de Banana

Le projet lancé en janvier 2022 est également financé par le groupe émirati DP World, concessionnaire du port pour 30 ans. Le gouvernement congolais débloquera courant 2024 une somme de 30 milliards de francs congolais soit près de 12 millions USD à titre de contribution aux travaux de construction du nouveau port en eaux profondes de Banana. D'après Marc Ekila, ministre des Transports, cette enveloppe permettra d'accélérer l'exécution de la phase 1 du projet dont la mise en exploitation est annoncée pour 2025. « À l'étape actuelle le chantier est à la phase des travaux consistant en la construction de 2 transversales d'une digue de 1543 mètres. La première est en phase finale, alors que la deuxième transversale doit attendre la démolition de quelques concessions environnantes », a-t-il révélé. Cette première phase qui nécessitera 350 millions USD d'investissement consiste notamment à construire un quai de 600 m et de 25 hectares d'espace de stockage, pour une capacité annuelle de 322 000 conteneurs. Elle sera complétée par 3 autres phases qui porteront l'investissement total à 1,2 milliard USD. Le projet intègre aussi la construction d'une zone industrielle. La construction du port initiée pour permettre à la RDC de tirer meilleur profit de ses quelques 37 km de côtes sur l'océan dans le Kongo central, a également pour finalité de transférer une partie du trafic du port de Matadi érigé sur un fleuve et ne pouvant accueillir de plus grand navire du fait de la profondeur limitée des eaux. Le chantier une fois achevé aidera à mettre fin à la dépendance de la République démocratique du Congo vis-à-vis des ports voisins, notamment de Dar es Salam (Tanzanie) ou de Lobito (Angola) via lesquels le pays effectue une bonne partie de ses échanges commerciaux avec le reste du monde.

JAPON

La Bourse de Tokyo grimace à cause de la remontée du yen

La Bourse de Tokyo a peiné lundi en raison de la nette appréciation du yen, conséquence de la détente des taux obligataires américains, un mouvement de change pénalisant les valeurs exportatrices nippones.

L'indice vedette Nikkei a cédé 0,6% à 33.231,27 points à la clôture et l'indice élargi Topix a perdu 0,83% à 2.362,65 points. L'ambiance était morose aussi à la Bourse de Hong Kong, dont l'indice Hang Seng reculait de 0,41% vers 06H30 GMT, toujours sur fond d'inquiétudes liées à la laborieuse reprise économique en Chine. Les rendements obligataires américains ont fortement décriu vendredi, alors que le scénario de la fin du resserrement monétaire de la Réserve fé-

dérale américaine (Fed) devient de plus en plus crédible au vu des derniers indicateurs aux Etats-Unis, qui ont confirmé le ralentissement de leur économie comme de l'inflation. Ce scénario desserre en même temps la pression du dollar sur le yen, dont la grande faiblesse depuis l'an dernier s'explique en grande partie par le grand écart entre la politique monétaire très restrictive de la Fed et la politique toujours ultra-accommodante de la Banque du Japon (BoJ).

**L'automobile en souffrance**  
Les titres des constructeurs automobiles japonais, champions des exportations du pays, ont été particulièrement affectés lundi à Tokyo par l'appréciation du yen: Toyota a lâché 2,31%, Honda 2,64% et Nissan 3,27%.

**Rebond avorté du pétrole**  
Le dollar continuait de s'affaïsser par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 146,68 yens vers 06H30 GMT contre 146,82 yens vendredi à 21H00 GMT. La monnaie japonaise progres-

sait aussi face à l'euro, qui valait 159,49 yens contre 159,79 yens en fin de semaine dernière. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0874 dollar, contre 1,0884 dollar vendredi à 21H00 GMT. Après des gains initiaux en matinée en Asie, le pétrole retombait dans le rouge: vers 06H20 GMT, le baril de WTI américain perdait 0,77% à 73,50 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,8% à 78,25 dollars.

PARIS

Marque une pause dans l'attente de catalyseurs

La bourse de Paris cède près de 0,3% ce matin, autour des 7320 points, pénalisée par TotalEnergies qui recule de 1,9%, derrière Alstom qui poursuit son recul avec -1,1%. Si décembre est traditionnellement un bon mois pour les marchés d'actions, il débute dans une certaine nervosité à l'approche des chiffres des créations d'emplois aux Etats-Unis pour le mois de novembre, attendus vendredi. Après les indicateurs meilleurs qu'attendu publiés ces dernières semaines, cette statistique s'annonce déterminante pour l'évolution de la politique monétaire de la Réserve fédérale. Comme lors des mois précédents, les investisseurs espèrent un chiffre mi-figue mi-raisin qui donnerait à la Fed des arguments supplémentaires pour réduire ses taux. Jerome Powell, le patron de la Fed, a déclaré vendredi qu'il était prématuré d'évoquer une baisse de taux et assuré qu'une hausse restait sur la table, mais les marchés ne l'entendent pas de cette oreille. La statistique de vendredi sera précédée mardi par l'ISM des services puis mercredi par l'enquête ADP sur les créations d'emploi dans le secteur privé en attendant l'indice de confiance des consommateurs du Michigan vendredi. Parmi les autres indicateurs au menu de la semaine figurent les PMI des services en Europe, les ventes au détail et le PIB de 3ème trimestre de la zone euro et les chiffres définitifs de l'inflation en Allemagne. Si le 'rallye' de fin d'année est pour l'instant bien engagé, certains observateurs jugent que les marchés d'actions, qui sont revenus à des niveaux techniques clés après leur progression linéaire du mois de novembre, deviennent mûrs pour une consolidation. A Wall Street, l'indice S&P 500 a repris plus de 12% depuis son creux du 27 octobre et ne se situe désormais qu'à 5% de son plus haut historique atteint début 2022. La détente opérée sur le compartiment obligataire continue néanmoins un indéniable facteur de soutien: à près de 4,22%, le papier américain à dix ans évolue à des plus bas depuis la fin du mois d'août. A 2,36%, le Bund allemand perd pas loin de 30 points de base sur le mois écoulé, un repli en ligne avec la

baisse de l'inflation dans le pays et la perspective d'une récession au second semestre 2023. Pour les mêmes raisons, l'euro continue de faiblir face au dollar, à 1,0865 contre le billet vert, tandis que le marché pétrolier confirme son accès de faiblesse, la baisse de la production annoncée jeudi par l'Opep+ ne compensant par les signes annonciateurs d'un ralentissement de la demande. Le Brent perd 2,3% à 77,7 dollars tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) lâche 2,3% à 72,9 dollars. Dans l'actualité des sociétés françaises, TotalEnergies annonce avoir signé l'accord d'investissement pour Mirny, un projet de 1,4 Md\$ qui prévoit la construction d'un parc éolien terrestre de 1 GW et 160 éoliennes. Société Générale a annoncé lundi avoir lancé sa première obligation verte numérique, nouvelle illustration des services développés par la banque française dans le segment des titres digitaux. A l'occasion de la COP 28 à Dubaï, Veolia réaffirme son engagement à investir 1,6 milliard d'euros d'ici 2030 pour sortir du charbon en Europe. A fin 2023, il aura déjà réalisé 500 millions d'euros d'investissement à ce titre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 01 Décembre 2023 |         |                     |                                                                                       |             |             |
|-----------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Valeur : 05 Décembre 2023   |         |                     |                                                                                       |             |             |
| BASE                        | DEVICES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                           | USD     | US DOLLAR           |  | 134.5062    | 134.5212    |
| 1                           | EUR     | EURO                |  | 146.5714    | 146.6416    |
| 1                           | GBP     | POUND STERLING      |  | 169.8740    | 169.9358    |
| 100                         | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 90.6987     | 90.7272     |
| 1                           | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.8239     | 18.8313     |
| 1                           | CHF     | SWISS FRANC         |  | 153.7038    | 153.7912    |
| 1                           | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 99.2739     | 99.3143     |
| 1                           | DKK     | DANISH KRONE        |  | 19.6615     | 19.6654     |
| 1                           | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.8343     | 12.8394     |
| 1                           | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.4657     | 12.4708     |
| 1                           | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.6252     | 36.6313     |
| 1                           | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 35.8530     | 35.8647     |
| 1                           | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 435.1543    | 435.7668    |
| 1                           | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 43.0648     | 43.4976     |
| 1                           | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.3599     | 13.3614     |
| 1                           | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 27.9540     | 28.0972     |
| 1                           | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5415      | 3.5419      |
| 1                           | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 179.3438    | 179.3438    |

L'Europe consolide avant une série d'indicateurs et les banques centrales

Les principales Bourses européennes consolident lundi en matinée dans l'attente de nombreux indicateurs prévus cette semaine et à un peu plus d'une semaine des réunions de plusieurs grandes banques centrales. À Paris, le CAC 40, qui a gagné sur la semaine écoulée 0,73%, perd 0,19% à 7.332,11 points vers 08h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,37%, pénalisé par le repli du secteur pétrolier et des cours du cuivre. A Francfort, le Dax grappille 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 recule de 0,14% et le FTSEurofirst 300 de 0,20%. Le Stoxx 600, qui a pris 1,35% la semaine dernière, abandonne 0,12%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,15% pour le Dow Jones, de 0,29% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,39% pour le Nasdaq après une séance dans le vert

vendredi, portée par les propos jugés rassurants de Jerome Powell. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui se réunit les 12 et 13 décembre, a reconnu vendredi que les risques étaient désormais plus équilibrés quant au niveau actuel des taux d'intérêt. Depuis, les marchés tablent avec une probabilité de 70% sur une baisse des taux de la Fed en mars, selon le baromètre FedWatch de CME Group. Outre la Fed, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE) se réunissent aussi la semaine prochaine, tandis que les décisions de la Banque du Canada (Boc) et de la RBA, la banque centrale d'Australie, seront connues dès mardi. Dans les nombreux indicateurs attendus dans la semaine, figurent les indices de l'activité des services en Europe et aux Etats-Unis prévus mardi, ainsi que le rapport officiel sur l'emploi

américain, prévu vendredi. Les investisseurs espèrent qu'ils permettront de conforter la perspective d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine et une baisse rapide du coût du crédit des deux côtés de l'Atlantique. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, qui doit s'exprimer à partir de 14h00 GMT dans le cadre d'une session questions-réponses à l'occasion d'une conférence à l'Académie des sciences morales et politiques, pourrait également apporter de nouveaux éléments sur l'évolution des taux et la conjoncture. En Bourse en Europe, les nouvelles technologies (+0,15%) offre un peu de soutien aux indices, avec notamment Worldline qui prend à Paris 3,01%. Sur le SBF 120, Valneva avance de 2,46% après avoir fait état lundi de données positives sur son vaccin contre le chikungunya.

## POWER OF SIBERIA ATTEINDRA 38 MILLIARDS DE MÈTRES CUBES EN 2025 Les livraisons de gaz russe à la Chine ont atteint un niveau record

Les approvisionnements en gaz de la Russie vers la Chine via le gazoduc Power of Siberia ont dépassé les 20 milliards de mètres cubes depuis le début de 2023, ce qui constitue un niveau record, a rapporté la société de gazoduc chinoise China Oil&Gas Pipeline Network Corp. (également connue sous le nom de PipeChina).

"Le gazoduc a transporté plus de 20 milliards de mètres cubes de gaz naturel jusqu'à présent, un record", a déclaré le China Daily citant la société.

On rapporte que plus de 50 milliards de mètres cubes de gaz naturel ont été livrés au cours des quatre années écoulées depuis la mise en service du gazoduc. En 2024, la capacité de celui-ci devrait augmenter considérablement.

En 2022, la Russie a exporté 15,5 milliards de mètres cubes vers la Chine via le gazoduc Power of Siberia.



Les livraisons de gaz russe à la Chine via la centrale de Sibérie devraient atteindre

22 milliards de mètres cubes en 2023. Le gazoduc devrait atteindre sa capacité nomi-

nale de 38 milliards de mètres cubes en 2025. Dans le même temps, les exportations totales de Gazprom vers la Chine atteindront 48 milliards de mètres cubes par an dans les années à venir (en raison de la mise en œuvre du projet d'approvisionnement en gaz de la Chine via la route d'Extrême-Orient), tandis que si l'on considère le gazoduc de transit à travers la Mongolie, près de 100 milliards de mètres cubes mètres par an, a déclaré plus tôt le PDG de Gazprom, Alexey Miller.

### GRANDE-BRETAGNE

## Après Birmingham, la ville de Nottingham à court d'argent

Toutes les dépenses du gouvernement local, à l'exception des services essentiels, ont été interrompues dans la ville anglaise de Nottingham après que les conseillers ont déclaré la ville en faillite, le dernier d'une série d'effondrements financiers qui ont frappé les autorités régionales à travers le Royaume-Uni.

La ville, située dans la région des East Midlands, compte environ 750 000 habitants et son conseil municipal est divisé en 20 quartiers représentés par 55 conseillers. Le Parti travailliste détient actuellement 50 de ces sièges au conseil.

Des avertissements avaient été lancés depuis un certain temps selon lesquels le conseil était en difficulté financière, et après qu'un récent rapport ait indiqué qu'il allait dépenser 23 millions de livres (29 millions de dollars) en trop pour l'exercice en cours, ce qu'on appelle un avis en vertu de l'article 114 en vertu de la loi. La loi de 1988 sur les finances du gouvernement local a été publiée.

Cela stipule que le conseil ne peut pas satisfaire à son exigence légale d'avoir un budget équilibré et doit arrêter les dépenses immédiates et exiger qu'une réunion soit tenue dans les 21 prochains jours pour résoudre la question. Le conseil a spécifiquement identifié les de-

mandes croissantes en matière de protection sociale pour les enfants et les adultes, l'inflation et l'augmentation du nombre de sans-abrisme comme étant à l'origine d'une pression financière particulière.

Avant que la dernière étape ne soit franchie, le chef du conseil David Mellen et le directeur général Mel Barrett avaient envoyé aux parties prenantes une lettre les avertissant de la probabilité de coupes budgétaires et les informant de ce qui les attendait.

"Il nous sera de plus en plus difficile de continuer à fournir la gamme complète et le niveau de services que nous proposons actuellement", indique la lettre. "Compte tenu de l'ampleur du défi, il est inévitable qu'il y ait des réductions ou des retraits de services dans certaines zones, sous réserve de décisions prises par les conseillers, ce qui pourrait avoir un impact sur nos partenaires et nos citoyens."

Les facteurs contributifs que la lettre reconnaissait également comprenaient l'utilisation historiquement illégale du financement du compte de revenus du logement du conseil pour soutenir ses finances au sens large, et la faillite d'une société d'approvisionnement en énergie gérée par le conseil, Robin Hood Energy, qui a coûté 38 millions de livres aux contribuables.

Nottingham est désormais l'une des 13 autorités locales à avoir émis un avis en vertu de l'article 114 depuis 2018, dont, notamment, Birmingham, la plus grande autorité locale d'Europe. Mais s'adressant au Local Democracy Reporting Service, Mellen a rejeté l'idée selon laquelle la situation était due à une gestion inutile et averti que d'autres conseils seraient susceptibles de suivre le mouvement à moins que des mesures drastiques ne soient prises par le gouvernement central. "Les conseils utilisent leurs réserves pour une valeur plus grande que nous cette année pour résoudre leur problème budgétaire, et à moins que le gouvernement ne fournisse un financement adéquat pour les soins sociaux, ils seront en difficulté l'année prochaine", a-t-il déclaré. "Il s'agit d'un phénomène national dans lequel les autorités locales sont privées de ressources." Stephen Houghton, président du Groupe d'intérêt spécial des autorités municipales, a déclaré au site Internet HousingToday que « l'épidémie d'avis S114 » montre que « le modèle de financement est complètement brisé ». « Il existe des problèmes systémiques fondamentaux dans le système financier des collectivités locales qui ont conduit un nombre croissant de conseils à atteindre le point de rupture », a-t-il ajouté.

### LULA DA SILVA CLARIFIE

## Le Brésil ne cherchera pas à devenir membre à part entière de l'OPEP+

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a annoncé hier que son pays ne rejoindrait jamais le groupe OPEP+ de pays producteurs de pétrole en tant que membre à part entière, mais chercherait plutôt à le rejoindre en tant qu'observateur.

Cette réponse vient dans le cadre d'une clarification des déclarations qu'il a publiées hier lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) à Dubaï, dans lesquelles il a déclaré que le Brésil « participera » à l'OPEP+.

"Le Brésil doit rejoindre l'OPEP+, il

peut être un observateur", a déclaré dimanche Lula. "Le Brésil ne deviendra jamais membre à part entière de l'OPEP parce que nous ne voulons pas l'être. Ce que nous voulons, c'est avoir une influence."

Il a souligné que son pays est intéressé à participer à l'OPEP+ et qu'il appelle à investir une partie de ses revenus pétroliers pour aider les pays pauvres en développement d'Afrique et d'Amérique latine dans le domaine des énergies renouvelables.

"Je pense qu'en participant de cette manière, nous convaincrions les gens

qu'une partie des revenus pétroliers doit être investie afin de mettre fin à la dépendance du pétrole et de trouver des alternatives". Vendredi dernier, le patron de la société brésilienne Petrobras, Jean-Paul Prats, a déclaré que le Brésil était censé rejoindre l'OPEP+ en tant qu'« observateur », excluant ainsi la possibilité que son pays adhère aux quotas de production décidés par l'organisation. Jeudi dernier, l'OPEP+ a invité le Brésil à devenir membre du groupe, et le ministre brésilien de l'Énergie avait déclaré qu'il espérait y adhérer en janvier prochain.

Selon l'agence Argus Media, La production de pétrole brut du Brésil a atteint un niveau record de 3,7 millions de barils par jour en septembre dernier, soit une augmentation d'environ 17 % par rapport au même mois de l'année dernière et une augmentation de 6,1 % par rapport à août 2023.

L'alliance OPEP+ a vu le jour fin 2016 lorsque la Russie et neuf autres pays ont rejoint l'OPEP pour soutenir la baisse des prix du pétrole, et depuis fin 2022, l'alliance s'appuie sur des réductions de production d'environ 5 millions de barils par jour.

**MALGRÉ LE GEL DU BUDGET  
L'Allemagne accorde 700 millions d'euros - à Northvolt**

L'Allemagne versera 700 millions d'euros (762 millions de dollars) pour garantir la construction d'une usine de batteries après que les autorités auront obtenu une exemption du gel des dépenses du gouvernement.

L'engagement pour une usine Northvolt AB est le premier accordé pour un projet prévu dans le cadre d'un fonds spécial pour la transition climatique depuis qu'une décision de justice a bloqué le financement de ce véhicule hors budget.

**POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS MAI 2022 Bitcoin atteint le niveau de 40 000 \$**

Bitcoin a atteint 40 000 \$ pour la première fois depuis mai 2022, alors que le plus grand actif numérique a rebondi sur les attentes de réductions de taux d'intérêt et une demande accrue de fonds négociés en bourse. La crypto a ajouté environ 1 % pour s'échanger à 40 005 \$ aujourd'hui lundi à 7 h 22 à Singapour, portant son bond en 2023 à 142 %. Bitcoin était à 40 000 \$ pour la dernière fois avant l'effondrement du stablecoin TerraUSD qui a contribué à une déroute des actifs numériques et à une chaîne d'effondrements dans le secteur de la cryptographie.

LANCIA

# La marque qui ne veut pas mourir !

*Sauvée une première fois par Fiat en 1969, Lancia a de nouveau plongé voici au début des années 2010, suite à une stratégie totalement défailante... Mais voici qu'elle s'apprête à renaître, une fois de plus.*

Malgré son rôle fondamental dans l'histoire automobile, Lancia est en bien mauvaise posture à la fin des années 60. La marque s'est en effet fourvoyée en proposant des modèles trop chers à produire, donc peu rentables en grande série. Résultat, en 1969, il n'y a plus d'argent dans les caisses... et aucun modèle en développement. Le constructeur est donc virtuellement mort. Après s'être fait forcer la main, Fiat rachète Lancia pour la relancer brillamment dès 1972 grâce à la Beta. La suite ne sera pas un long fleuve tranquille, mais la Delta, lancée en 1979, fera beaucoup de bien au constructeur auquel elle apportera une notoriété considérable. Comment ? En remportant pas moins de six titre de championne du monde des rallyes d'affilée, entre 1987 et 1992. Les Prisma, Thema et Dedra, bénéficieront des retombées médiatiques de ces victoires, et se vendront bien, renforçant la solidité de la marque. La fusion de celle-ci avec Autobianchi profite aussi à ses ventes et s'avèrera cruciale par suite. Mais, un événement intervenu fin 1986 changera insidieusement la donne. Le rachat d'Alfa Romeo par Fiat, qui ne le souhaitait pas vraiment. Le géant italien aura bien du mal à coordonner Lancia et Alfa, des concurrents de toujours, ne pouvant s'empêcher de déshabiller le premier pour habiller le second. De sorte que le dernier vrai succès de Lancia sera la Thema, si l'on excepte les petites qui auraient pu porter le badge Autobianchi. La Delta II ? Echec. La Kappa ? Semi-échec. La Lybra ? Echec. La Thesis ? Echec. La Delta III ? Echec. La Thema II ? Echec ? Les monospace Zeta et Phedra ? Echec. Une telle persistance à ne pas comprendre le marché



force le respect !

La marque ne parvient à survivre que grâce aux modèles urbains, la Musa, une Fiat Idea de luxe, et surtout l'Ypsilon. Succédant à l'Y10 en 1995, cette citadine huppée dérive d'abord de la Punto I, puis de la Punto quand apparaît sa 2e itération en 2003, et enfin de la Panda II dès 2011. Plus petite, plus proche de son ancêtre A112, mais dotée de 5 portes, contrairement à ses devancières, l'Ypsilon se vend bien et longtemps, squattant souvent la 2e place du marché italien. Elle se réserve pratiquement à la péninsule latine depuis 2017, et il avait été imaginé que Lancia s'éteigne avec ce modèle.

La clientèle, que décidément le groupe italien de Turin a du mal à comprendre, en décide autrement. En effet, à elle seule, durant de nombreuses années, elle s'écoule à davantage d'exemplaires que toutes les Alfa Romeo dans le monde, alors que le Biscione a bénéficié de bien plus d'investissements ! Vendue à plus de 500 000 unités depuis son apparition, l'Ypsilon a bénéficié des mêmes améliorations techniques que les Fiat 500 et Panda, se dotant par exemple du 3-cylindres Firefly hybride en 2020. Toujours appréciée des Italiens, la petite a sauvé Lancia, à l'image des Isetta, 600 et 700 qui ont sauvé BMW dans les années 50. Elle arrive néanmoins en fin de car-

rière.

On peut déplorer qu'à partir de la 600X, les nouveautés italiennes de FCA ne recourent pratiquement plus qu'à une technologie ex-PSA, ce qui va dans le sens d'une grande banalisation, mais au moins l'alliance Stellantis permet-elle à Lancia de proposer de nouveaux modèles, un modèle plus imposant, annoncé par le concept Pu+Ra HPE, devant suivre l'Ypsilon IV courant 2026. Reste à savoir si ces voitures, forcément chères parce qu'électriques et à l'image restant à définir, connaîtront un succès suffisant...

## SUITE À LA GRÈVE DES SYNDICATS AUTOMOBILES AMÉRICAINS

### Ford dit adieu à 1,7 milliard de dollars

La grève de 41 jours menée à l'automne par le syndicat américain United Auto Workers (UAW) contre Ford, GM et Chrysler s'est soldée par un accord visant à augmenter drastiquement les salaires sur les quatre prochaines années. Fordestime que l'arrêt de la production a empêché environ 100 000 véhicules de sortir de ses usines de Chicago, du Michigan et du Kentucky, qui produisent principalement des pick-ups et SUV sur lesquels les marges sont élevées. Le tout se chiffre à environ 1,7 milliard de dollars de perte de bénéfice (env. 1,56 milliard d'euros), un chiffre colossal pour l'Oval Bleu et qui ne fait pas mâcher ses mots à son PDG, Jim Farley, dans un communiqué où il se félicite de l'accord trouvé avec les syndicats mais où il rappelle aussi qu'il va falloir mettre les bouchées doubles pour le futur : « Nous entrons dans certaines de nos années les plus importantes en termes de lancement produit aux États-Unis. Nous devons délivrer ces nouveaux véhicules dans les temps et avec une qualité de fabrication irréprochable. C'est absolument critique ! Je parle des nouveaux Ranger et F-150 ainsi que leurs dérivés Raptor, du nouvel Expedition, du nouvel Explorer et des nouveaux Lincoln Navigator et Aviator ». Le nouveau Ford Explorer, basé sur un VW ID.4, sera déterminant pour l'électrification de Ford.

#### Un accord qui coûtera près de 9 milliards à Ford

L'accord trouvé entre Ford et le syndicat UAW concernera plus de 57 000 employés de la marque. Il est valable pour une durée de 4 ans et demi et son coût total estimé est de 8,8 milliards de dollars (env. 8,1 milliards d'euros) à terme. Ford prédit que cette revalorisation massive des salaires aura une répercussion sur le prix de ses voitures, à hauteur d'environ 900 dollars par véhicule d'ici 2028.

## MAZDA MX-30

### Cette électrique si cool et si peu chère en occasion

Les électriques neuves permettent encore de se distinguer. Mais ça n'est pas évident en occasion, où dominent les Renault Zoe et autres Peugeot 208. Avez-vous déjà pensé au Mazda MX-30 ?

Dans l'univers de la voiture électrique, on trouve des silhouettes de plus en plus originales. Mais il faut bien reconnaître que les fortes en gueule impliquent souvent de mettre la main au porte-monnaie. A moins de s'en remettre à la seconde main, où les électriques décotes parfois plus que leurs homologues à pistons. C'est notamment le cas du Mazda MX-30. Première électrique du petit constructeur japonais, ce SUV est vendu depuis septembre 2020. Plus de trois ans d'existence qui ne lui auront pas permis d'envahir nos rues, mais là n'était pas forcément l'objectif de Mazda qui, comme à son habitude, n'a pas fait les choses comme tout le monde. Aussi long qu'une Volks-



wagen Golf (4,40 m), le Mazda MX-30 n'est pas le champion de l'habitabilité. On accède à sa banquette arrière via d'originales portes à ouverture antagoniste mas une fois en place, les adultes n'auront pas envie de s'éterniser. Et puis avec une petite batterie de 35,5 kWh, l'autonomie n'est pas non plus son point fort. Il revendique 200 km en moyenne sur le cycle WLTP, ce qui n'est pas fantastique. Le tout pour 38 250 € avant bonus... Un évident manque de pragmatisme qui vaut donc au petit SUV Mazda MX-30 de voir ses

prix dégringoler sur le marché de l'occasion. Et autant de bonnes affaires pour vous !

#### Un Mazda MX-30 d'occasion ? C'est quasi neuf et 50 % moins cher !

Sans écumer les sites de petites annonces, vous tomberez rapidement sur des Mazda MX-30 très peu kilométrés et dont le prix s'est effondré de 50 %. Concrètement, les premiers modèles sont aujourd'hui affichés autour de 18 000 €. A ce prix, les exemplaires ont souvent moins de 30 000 km et à

peine deux ans. La plupart sont revendus par des concessionnaires qui n'oublient pas de fournir une garantie – c'est obligatoire – de plusieurs mois. Bref, un achat sans risque, car ce Mazda MX-30 n'a connu aucun pépin de fiabilité depuis sa commercialisation.

Si vous circulez majoritairement en ville et en milieu périurbain – où l'on peut quand même approcher les 250 km en faisant un peu attention – et que vous avez accès à un point de recharge chez vous ou sur votre lieu de travail, ce japonais peut parfaitement vous convenir. A moins de 20 000 €, vous aurez le plaisir d'utiliser une électrique originale, bien équipée, très bien finie et franchement valorisante au quotidien. Il ne faut pas la considérer comme le seul véhicule du foyer, mais ses prix en occasion sont étonnamment attractifs et lui redonne un réel intérêt.

43 ANS PLUS TARD

# Les ensembles LEGO de 2023

*Aujourd'hui, on a surchargé la case de notre calendrier de l'Avent : faites attention à ne rien faire tomber quand vous l'ouvrirez ! Elle contient pas moins de quatre ensembles LEGO destinés aux adultes.*

Car après tout, ils ont aussi le droit de s'amuser, non ? On a donc sélectionné pour vous quatre ensembles qui ont plus particulièrement retenu notre attention durant l'année.

## PAC-MAN

Faut-il vraiment présenter PAC-MAN ? Le mythique jeu vidéo, conçu par Toru Iwatani pour Namco, apparut dans les arcades japonaises le 22 mai 1980 et connut par la suite un succès planétaire.

Son principe est on ne peut plus simple : le joueur doit déplacer PAC-MAN, personnage jaune et sphérique, dans un labyrinthe afin de lui faire avaler tous les Pac-gommes et fruits s'y trouvant tout en évitant de se faire attraper par les fantômes.

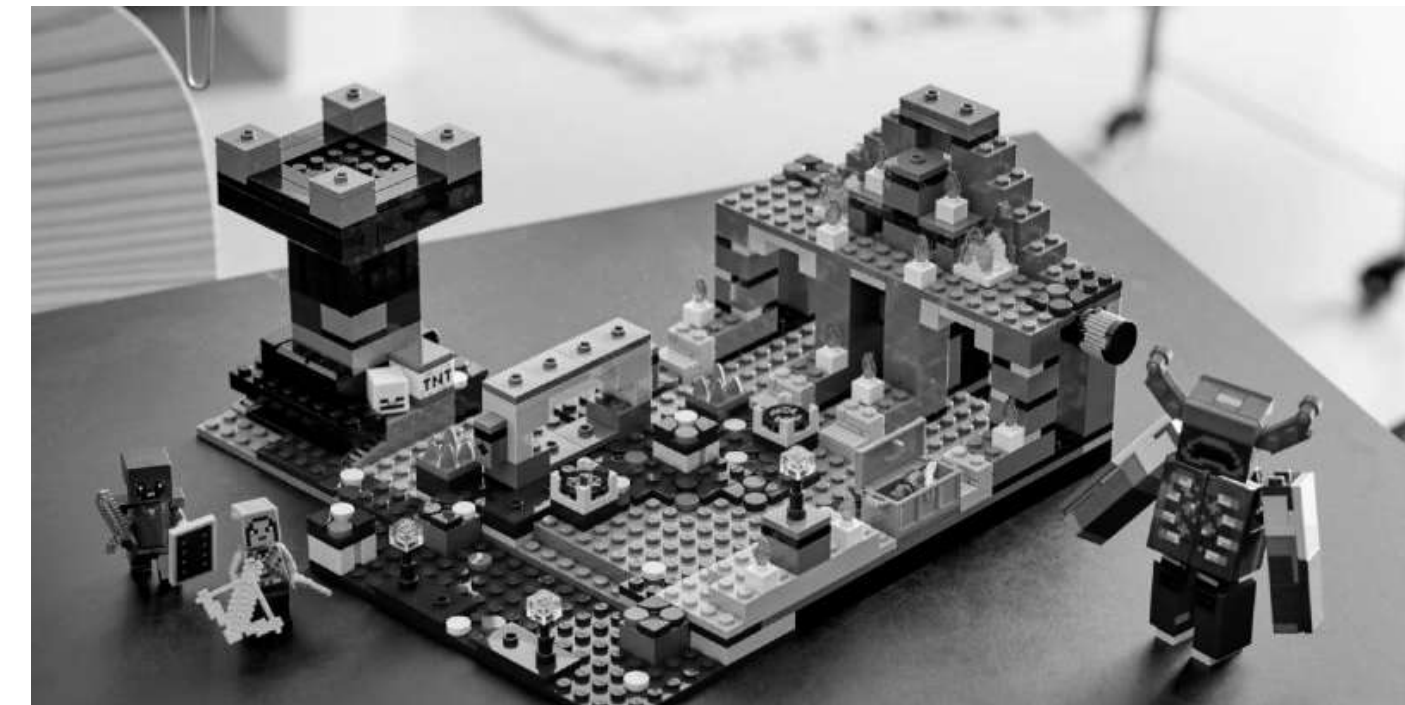
À sa sortie, on ne donnait pourtant pas cher de sa peau. SpaceInvaders et Asteroids, les deux stars de l'époque étaient des jeux de tir. Les joueurs allaient-ils vraiment se passionner pour le bouffeur de Pac-gommes, aussi sympathique soit-il ? Ils le furent à tel point que PAC-MAN généra durant les années 90 plus de 2,5 milliards de dollars de bénéfices ! 43 ans plus tard, LEGO lui rend hommage avec cette adaptation de la borne d'arcade d'origine. Si la partie basse a été tronquée afin de conserver des dimensions acceptables, le reste est une fidèle réplique de l'original. Un labyrinthe mécanique, copie conforme de la version cathodique, peut être actionné à l'aide d'une petite manivelle afin de reproduire un moment de jeu.

Bien sûr, on aurait aimé que le jeu soit réellement utilisable, ce qui n'est pas le cas et cela chagrinerait quelques incondionnels. En bidouillant, ils ont réussi à y intégrer un écran ainsi qu'un Raspberry Pi émulant le jeu d'origine.

Sans aller jusque là, on prend beaucoup de plaisir à assembler ce set venu tout droit des eighties. On apportera une attention particulière au labyrinthe mécanique, dont le bon fonctionnement demande une attention constante lors de sa construction.

## Concorde

Issu d'une collaboration franco-britannique, le Concorde fut le premier — et le seul — avion commercial volant à une vitesse supersonique. Il permettait de voler de Paris à New York en 3 h 30 seulement. À l'occasion du 40e anniver-



saire de son premier vol commercial, Lego lui rend hommage avec cet ensemble impressionnant. Cette réplique est composée de 2 083 pièces et mesure 102 cm de longueur. Fidèle à son habitude, LEGO a reproduit le plus de détails possible. Et en premier lieu, sa forme aérodynamique qui en fit une icône esthétique et qui ne simplifia pas la tâche des concepteurs du set...

On y retrouve aussi une réplique fidèle des quatre moteurs Olympus montés sous ses ailes. Les trois trains d'atterrissage s'abaissent simultanément grâce à un mécanisme s'étendant sur la quasi-totalité de la maquette. Son nez s'incline afin de permettre aux pilotes de voir la terre lors des manœuvres d'approche.

Enfin, une section de la cabine voyageur a été fidèlement reproduite, ses concepteurs poussant le souci du détail jusqu'à reconstituer l'office et les toilettes.

Assembler le Concorde version LEGO demande une grande minutie et un respect impératif des instructions de montage. La moindre erreur, que l'on constate généralement à l'achèvement d'une section, vous obligera à la dé-

monter entièrement et à recommencer. Cela explique pourquoi Lego l'a ajouté à la liste des sets les plus difficiles à construire de la gamme adulte !

## L'Orient-Express

S'il y a bien un train mythique en Europe, c'est à coup sûr l'Orient-Express. Affrété en 1883 par la Compagnie Internationale des Wagons-Lits, il assura la liaison ferroviaire directe entre Paris et Vienne, puis jusqu'à Constantinople à partir de 1889, dans un luxe légendaire. Il parcourait ainsi 3 186 km en « seulement » 67 h 46 m, soit un peu moins de 50 km/h.

140 ans après son premier voyage, LEGO rend hommage à ce train pas vraiment comme les autres avec un set d'exception. Il se compose d'une réplique de la locomotive d'origine, d'une voiture-restaurant et d'une voiture-lit. Ses concepteurs ont eu à cœur de reproduire un maximum de détails afin de restituer son atmosphère glamour et luxueux.

On y trouve par exemple des panneaux en bois marqueté (ou plutôt en plastique marqueté...),

des miroirs ainsi qu'une vaisselle reprenant les couleurs utilisées à l'origine. L'ensemble est accompagné de huit mini figurines exclusives, dont un chef de gare, une duchesse et... un réalisateur de films ! Cela laissera aux plus imaginatifs toute latitude pour se créer leurs propres aventures.

Détail qui peut avoir son importance, le train est compatible avec le système de rails LEGO de largeur L.

## Récits de l'ère spatiale

Vous vous souvenez de l'époque où l'espace faisait rêver ? Mais si, réfléchissez : c'était juste avant que des milliardaires mégalomanes ne commencent à faire exploser leurs premières fusées ! C'est cette époque qu'évoque l'ensemble « Les récits de l'ère spatiale » concocté par un fan, un vrai. Il est constitué de quatre dioramas, chacun faisant la taille d'une carte postale. Ils reprennent les thèmes traditionnels de la SF : comètes et étoiles filantes, une base lunaire, une navette spatiale et bien entendu le fameux trou noir.

## JEUX VIDÉO

# ByteDance (TikTok) raccroche la manette

ByteDance, la maison mère de l'application de vidéos instantanées TikTok, a annoncé qu'elle allait réduire son activité dans le secteur des jeux vidéo. Moins connu que TikTok, ByteDance est également présent dans l'industrie des jeux vidéo depuis 2019 pour rivaliser avec Tencent sur un marché qui pèse plus de 180 milliards de dollars. Cependant, les choses ne se déroulent pas comme prévu. Selon des sources de Reuters, le géant chinois envisage de supprimer sa filiale de jeux, Nuverse, et de restructurer son activité dans le domaine des jeux vidéo.

« Nous réexaminons régulièrement nos activités et apportons des ajustements pour nous concentrer sur les do-

maines de croissance stratégique à long terme. À la suite d'un récent examen, nous avons pris la difficile décision de restructurer notre activité de jeux », a confirmé une source à Reuters.

## ByteDance recherche des repreneurs

ByteDance a déjà commencé à rechercher des acheteurs pour sa filiale de développement de jeux, Moonton Technology, acquise en 2021 pour 4 milliards de dollars, et à réorganiser sa société de réalité virtuelle Pico.

À partir de lundi prochain, les employés de la branche jeux vidéo de ByteDance seront invités à cesser de travailler sur les titres en préparation. Bien que rien n'ait encore été an-



noncé dans ce sens, il est probable que cette restructuration impactera des centaines d'emplois au sein de l'entreprise. Pourtant, l'activité de Nuverse avait bien commencé avec plusieurs acquisitions de studios tels que C4games. Ce-

pendant, la filiale a du mal à concrétiser ses efforts, et ses jeux ne sont jamais devenus des succès commerciaux, à l'exception du plus connu d'entre eux, Marvel Snap. Une exception qui confirme la règle.

## Google corrige encore une zero-day en urgence dans Chrome

Le correctif de sécurité publié par Google est à appliquer sans attendre. Il concerne sept vulnérabilités dans Chrome dont une de type zero-day. La firme précise être au courant que cette faille a déjà été exploitée. Il s'agit de la sixième vulnérabilité zero-day découverte cette année dans Chrome. Google vient de publier un important correctif pour patcher cette faille mais aussi six autres considérées comme hautement importantes. Répertoire sous le nom de CVE-2023-6345, cette vulnérabilité de type « integeroverflow » se situe dans Skia, une bibliothèque graphique 2D open source qui permet le rendu des pages web dans Google Chrome. Ce sont les chercheurs Benoît Stevens et Clément Legaigne du ThreatAnalysis Group de Google qui l'ont signalée le 24 novembre dernier. Dans le détail, un défaut de gestion de la mémoire dans le composant « Skia » du navigateur offre à un attaquant non authentifié, en persuadant une victime de consulter un site Web spécifiquement élaboré, d'exécuter du code arbitraire ou de provoquer un déni de service, indique le CERT Santé sur sa page web dédiée.

**Mots fléchés**

|                 |                |                  |              |                 |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
|-----------------|----------------|------------------|--------------|-----------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Boisson fraîche |                | Prêtre hébreux   |              | Salpêtre        | Bordure            | Cube               | On s'y lève tôt |                    | Divisés           | Sombre            |
| Almanachs       |                | État d'Asie      |              |                 | Au plus vite       | Id est             |                 |                    | Vois importante   |                   |
|                 |                |                  |              |                 |                    |                    |                 |                    | Lignée            |                   |
| Société         |                |                  |              |                 |                    |                    | Bavarde         | Petit groupe       |                   |                   |
| Médiateur       |                |                  |              |                 |                    |                    |                 | Produit des livres |                   |                   |
|                 |                |                  |              |                 |                    | Saint des Pyrénées |                 |                    | Pomme croquante   |                   |
| Fleuve côtier   |                |                  | Sous mi      |                 | Côte la moto       |                    |                 |                    | Sucrer            |                   |
| Gallinacé       |                |                  | Pétale       |                 | Article étranger   |                    | Canard nordique |                    |                   |                   |
|                 |                |                  |              |                 |                    | Dignitaire         |                 |                    |                   | Choisie           |
| Dérober         |                | Exhibe           |              |                 |                    |                    | Dit au copain   |                    | Renfort           |                   |
|                 |                | Patois           |              |                 |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
|                 |                |                  |              |                 | Combustible        |                    |                 |                    |                   |                   |
| Mont de Grèce   |                |                  |              | Période         |                    |                    | Bouts d'ubac    |                    | Appris            |                   |
| Havre de paix   |                |                  |              | Mot d'Archimède |                    |                    | Coexistence     |                    | Minette           |                   |
|                 |                |                  |              |                 | Île des Cyclades   |                    |                 |                    |                   | Raille            |
|                 |                |                  |              |                 | Président allemand |                    |                 |                    |                   |                   |
| Fille à papa    |                |                  |              |                 |                    | À régler           |                 | Souverain          |                   | Étain du chimiste |
| Une unité       |                |                  |              |                 |                    | Pousses            |                 | Amas               |                   |                   |
|                 |                |                  | Convec-teurs |                 |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
|                 |                |                  | Toxicité     |                 |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
| Chef            |                |                  |              |                 |                    |                    | Voleur          |                    |                   |                   |
| Éclos           |                |                  |              |                 |                    |                    | Papillon        |                    |                   |                   |
|                 |                | Accord de G.I    |              |                 | Opinion            |                    |                 |                    | Dans le coup      | Écimés            |
|                 |                |                  |              |                 | Petit tour         |                    |                 |                    | Accroché          |                   |
| Soutien         |                | Fil de sutures   |              |                 |                    |                    |                 | Continent          |                   |                   |
|                 |                | Ouvrir les baies |              |                 |                    |                    |                 | Originaire         |                   |                   |
|                 |                |                  |              | Puanteur        |                    |                    |                 |                    | Petit Saint       |                   |
|                 |                |                  |              |                 |                    |                    |                 |                    | Hors d'usage      |                   |
| Refuge          | Première venue |                  |              |                 | Dialogue du sud    |                    | Incroyant       |                    |                   |                   |
|                 | Moitié de fils |                  |              |                 |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
|                 |                |                  |              | Incapables      |                    |                    |                 |                    |                   | Aperçu            |
|                 |                |                  |              | Sélénium        |                    |                    |                 |                    |                   |                   |
| Filet           |                |                  |              |                 | Mis en condition   |                    | Pronom          |                    | Cale              |                   |
| Mousse-lines    |                |                  |              |                 |                    | Noyau de la terre  |                 |                    | Avec les coutumes |                   |

Vaste mouvement dans le corps des chefs de daïra

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a opéré, lundi, sur proposition du ministre de l'intérieur, un vaste mouvement dans le corps des chefs de daïra. Dans son communiqué, le ministère de l'intérieur a précisé que 201 chefs de daïra ont été concernés par les mutations, la promotion de 56 cadres pour occuper les fonctions de chefs de daïra, dont 6 femmes, et fin de fonction pour 23 chefs de daïra.

Le président de la République reçoit la présidente de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, la présidente de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP), Mme Imani Daud Aboud, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet par intérim de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi, précise la même source.

Le 24e sommet Chine-UE se tiendra le 7 décembre à Pékin

Le 24e sommet entre la Chine et l'Union européenne (UE) se tiendra, le 7 décembre à Pékin, comme convenu par les deux parties, a annoncé lundi la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying. Le président chinois, Xi Jinping, rencontrera Charles Michel, président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a précisé la même source citée par l'agence de presse Chine nouvelle. Le Premier ministre chinois, Li Qiang, le président Charles Michel et la présidente Ursula von der Leyen présideront conjointement le sommet, selon Mme Hua.



ALLOCATION DE SOLIDARITÉ RAMADHAN

Ouverture des inscriptions

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour bénéficier de l'allocation de solidarité en prévision du mois de Ramadhan prochain. « En application de l'instruction ministérielle 1346, du 15 novembre 2023, relative à la préparation à l'opération de solidarité du mois de Ramadhan 1445/2024, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe l'ensemble des bénéficiaires de l'allocation de solidarité de l'année

dernière et ceux désirant en bénéficier cette année, de l'ouverture des inscriptions à travers toutes les communes du pays jusqu'à 4 janvier 2024 », précise le communiqué. « Les personnes remplissant les conditions sont invitées à se rapprocher de leurs communes de résidence en vue de s'inscrire ou d'actualiser les informations relatives à leur situation sociale en renseignant un nouveau formulaire de demande téléchargeable sur le site officiel du ministère: www.interieur.gov.dz, espace guichet à distance/opérations de solidarité/ ou via le lien publié par le mi-

nistère sur ses pages officielles sur les réseaux sociaux », indique le ministère. Concernant les bénéficiaires ayant changé de lieu de résidence, ils sont invités à « se rapprocher de leur nouvelle commune de résidence pour compléter les formalités de radiation et d'inscription ». Selon le communiqué, « l'ensemble des inscrits sur l'application actualisée dédiée à cette opération de solidarité feront l'objet d'enquêtes sociales menées par les services communaux en coordination avec les différentes instances et directions de wilaya ».

SÉCURITÉ ET GÉOSTRATÉGIE

Naissance de l'Alliance des États du Sahel (AES)

Le Sahel, enfin débarrassé de l'influence mortifère de la France, œuvre rapidement et efficacement à redémarrer sur des bases plus solides et plus conformes au desiderata des citoyens de ces pays. ; Au terme de 5 jours de travaux, les experts et les ministres en charge des Affaires étrangères de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont élaboré et adopté les documents constituant l'architecture institutionnelle pour l'opérationnalisation de l'AES, Alliance des Etats du Sahel.

Cette naissance, certes opérée aux forceps, a toutes les chances d'apporter des fruits probants ay regard de l'importance des enjeux en cours. Les conclusions et le communiqué final ont été signés dans la soirée du 1er décembre 2023, à Ouagadougou par les ministres en charge des Affaires étrangères du Burkina Faso, du Niger et du Mali. « C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons adopté les documents, qui ont fait l'objet d'accord total entre les par-

ties; ces éléments sont à la hauteur de l'ambition des chefs d'Etat mais aussi de nos 3 gouvernements et de nos peuples respectifs, d'élever les relations à un niveau qualitativement supérieur et stratégique. Le mandat que nous avions était de travailler pour proposer une architecture institutionnelle, qui permette à nos pays de mutualiser leurs efforts dans trois domaines clés: la diplomatie la défense et le développement (3D) », eut-on notamment lire dans ce document.

Dans le communiqué final, une recommandation est également faite aux chefs d'Etat du Burkina Faso, du Niger et du Mali, d'aller vers une Confédération afin de mieux répondre aux aspirations des peuples de l'espace AES. Cette réorganisation et cette alliance 3D promettent enfin des jours meilleurs pour les dirigeants et les peuples de ces trois pays, en attendant que d'autres Etats viennent rejoindre cette dynamique salvatrice, tels que le Niger et la Guinée.

PRESSE

Décès du photographe Amine Chikhi

Le photographe de presse, Amine Chikhi, est décédé lundi à l'âge de 51 ans à l'hôpital de Tipasa, suite à un malaise, a-t-on appris auprès de ses proches. Amine Chikhi a exercé dans divers médias nationaux. Le défunt a été inhumé après la prière d'El-Asr au cimetière de Koléa (Tipasa). En cette douloureuse circonstance, nous présentons nos condoléances les plus attristées à la famille du défunt, que Dieu l'accueille dans son vaste paradis.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE

Cinq morts durant les dernières 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort suite l'inhalation du monoxyde de carbone durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public, lundi, par les services de la Protection civile. Il s'agit de deux femmes âgées respectivement de 45 ans et 84 ans, et trois membres d'une même famille, le père (40 ans), la mère (35 ans) et de leur enfant (7 ans), précise la même source, soulignant qu'une quatrième victime de cette famille a été sauvée, précise la même source. Les secours de la Protection civile sont intervenus aussi, durant la même période, pour prodiguer les soins à 18 personnes

incommodées par le même gaz émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eaux à travers les wilayas de Constantine (7 personnes), Djelfa (3), Naâma (2), Souk Ahras (4), Ghardaïa (1) et Blida (1). Par ailleurs, les services de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de quatre incendies urbains et divers survenus dans les wilayas d'Alger, M'Sila, Saïda et Béjaïa. L'incendie le plus important a été enregistré à M'Sila, ayant coûté la vie à un enfant âgé de 5 ans, suite un feu qui s'est déclaré dans une habitation dans la commune de Magra, précise la même source.

ETATS-UNIS

Les commandes d'usines chutent de 3,6 % en octobre

Les nouvelles commandes de produits fabriqués aux États-Unis ont chuté plus que prévu en octobre, marquant la plus forte baisse mensuelle depuis environ trois ans et demi. Cette baisse est due à l'affaiblissement de la demande de biens durables et d'équipements de transport et renforce l'opinion selon laquelle les taux d'intérêt élevés commencent à peser sur les dépenses. Les commandes d'usines ont chuté de 3,6 % après une révision à la baisse de 2,3 % en septembre. Le Bureau du recensement du Département du commerce a déclaré lundi que

les commandes d'usines ont chuté de 3,6 % après une révision à la baisse de 2,3 % en septembre, ce qui représente la plus forte baisse mensuelle depuis avril 2020. Les économistes interrogés par Reuters avaient prévu une baisse de 2,8 %. Les commandes ont progressé de 0,5% en rythme annuel en octobre. Le secteur manufacturier, soutenu par un bond des dépenses en biens au troisième trimestre, ressent de plus en plus la pression des taux d'intérêt plus élevés et ajoute aux signes que l'économie ralentira de manière plus significative au quatrième trimestre. Le secteur repré-

sente 11,1 % de l'économie. Les commandes de biens durables ont chuté de 5,4 %, les commandes de matériel de transport s'effondrant de 14,7 %. Les commandes de machines ont diminué de 0,3 %. Les commandes de matériel, d'appareils et de composants électriques ont baissé de 1,1 %. Les biens manufacturés non durables ont baissé de 1,9 %. Les livraisons de produits manufacturés ont baissé de 1,4 %. Les stocks de produits manufacturés ont légèrement augmenté de 0,1 %, tandis que les commandes non satisfaites ont augmenté de

0,3 %. Le gouvernement a également indiqué que les commandes de biens d'équipement hors défense, à l'exclusion des avions, qui sont considérées comme une mesure des plans de dépenses des entreprises en matière d'équipement, ont diminué de 0,3 % au lieu de 0,1 % comme indiqué dans l'estimation du mois dernier. Les livraisons de ces biens d'équipement dits essentiels sont restées stables par rapport au mois précédent. Les dépenses d'équipement des entreprises se sont contractées au troisième trimestre.